



30 MAI 2017

ELIOR GROUP SA
Rapport intermédiaire
Octobre 2016 - Mars 2017

www.eliorgroup.com

Elior Group SA
Société anonyme
Capital 1 727 417,85 euros
408 168 003 R.C.S. Nanterre
Siège social : 9-11 Allée de l'Arche - 92032 Paris La Défense

1.1 ANALYSE DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2017	2016
Chiffre d'affaires	3 213,0	2 920,4
Achats consommés	(996,9)	(915,8)
Charges de personnel	(1 417,3)	(1 326,0)
Charges de personnel relatives aux plans de rémunération en actions	(5,7)	(0,7)
Autres frais opérationnels	(500,0)	(426,3)
Impôts et taxes	(44,2)	(36,9)
Quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises associées	0,5	1,0
EBITDA comptable	249,5	215,7
Amortissements et provisions opérationnels courants	(89,2)	(74,1)
Dotations nettes sur actifs incorporels reconnus en consolidation	(11,1)	(5,4)
Résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	149,2	136,1
Autres produits et charges opérationnels non courants (*)	(12,2)	(29,9)
Résultat opérationnel incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	137,0	106,3
Charges et produits financiers nets	(25,2)	(31,0)
Résultat avant impôt	111,7	75,3
Impôt sur les résultats	(48,8)	(31,0)
Résultat des activités abandonnées	(0,9)	(3,5)
Résultat de la période	62,1	40,8
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	3,8	0,3
Résultat net part du Groupe	58,3	40,5
Résultat net par action (en euros)	0,34	0,24
Résultat net part du Groupe ajusté	77,5	63,8
Résultat net par action ajusté (en euros)	0,45	0,37

(*) Après reclassements proforma pour les comptes du semestre clos le 31 mars 2017 en application de la recommandation de l'AMF de novembre 2016 précisant le contenu des « autres produits et charges opérationnels non courants ».

1.1.1 VARIATIONS DE PERIMETRE

Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2017 :

Elior North America (anciennement TrustHouse Services), filiale de restauration collective d'Elior Group aux Etats-Unis, a procédé à l'acquisition respectivement en octobre 2016 puis en février 2017 des sociétés Abigail Kirsch et Corporate Chefs :

- Abigail Kirsch est une société basée à New York spécialisée dans les activités de banqueting et de restauration événementielle ;
- Corporate Chefs est une société basée à Haverhill dans le Massachusetts spécialisée dans les repas haut de gamme fraîchement cuisinés pour les marchés de la restauration d'entreprise et de l'enseignement. Créée en 1987, la société Corporate Chefs est présente dans huit Etats du nord-est des Etats-Unis.

Abigail Kirsch et Corporate Chefs réalisent un chiffre d'affaires total annuel d'environ 55 millions de dollars.

En Europe, et avec effet au 1^{er} octobre 2016 :

- Elior Ristorazione filiale de restauration collective d'Elior Group en Italie a procédé à l'acquisition de la société Hospes qui opère essentiellement en restauration d'entreprises dans le nord de l'Italie, et
- Serunion, filiale de restauration collective d'Elior Group en Espagne et au Portugal a procédé à l'acquisition de la société Hostesa qui opère essentiellement sur les marchés de la restauration en enseignement et dans les maisons de retraite en Catalogne et dans la région de Valence.

Ces deux acquisitions représentent un chiffre d'affaires annuel total d'environ 30 millions d'euros.

Les quatre acquisitions décrites ci-dessus ont contribué au chiffre d'affaires consolidé du semestre clos le 31 mars 2017 à hauteur de 30,4 millions d'euros et à l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé à hauteur de 2,7 millions d'euros.

Elior Group a annoncé le 21 novembre 2016 avoir signé un accord pour acquérir la totalité de MegaBite ainsi qu'une participation majoritaire de 51% dans la société CRCL, ces deux acquisitions étant localisées en Inde respectivement à Bangalore et à Chennai. Le chiffre d'affaires total de ces deux sociétés est de l'ordre de 27 millions d'euros en année pleine. Ces acquisitions ont été finalisées en février 2017 et elles seront intégrées dans les comptes du Groupe au deuxième semestre de l'exercice à clore le 30 septembre 2017.

Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2016 :

Elior North America (anciennement Trusthouse Services), filiale de restauration collective d'Elior Group aux Etats-Unis, a procédé aux acquisitions successives en octobre et en novembre 2015 des sociétés Cura Hospitality (basée à Pittsburg en Pennsylvanie) et ABL Management (basée à Baton Rouge en Louisiane). Cura, ABL et la société Starr Restaurant Catering Group (qui opère principalement à New York et à Miami) acquise en août 2015 sont toutes trois consolidées par intégration globale à compter du 1^{er} octobre 2015 pour ce qui concerne Starr et Cura, et à compter du 1^{er} décembre 2015 pour ABL. Ces trois sociétés représentent un chiffre d'affaires annuel total de l'ordre de 150 millions de dollars US en restauration collective respectivement sur le marché des entreprises et dans les sites de prestige (Starr), des maisons de retraite et en milieux hospitaliers (Cura) et de l'enseignement et du pénitencier (ABL). Ces acquisitions ont contribué au chiffre d'affaires consolidé du semestre clos le 31 mars 2016 à hauteur de 65,5 millions d'euros et à l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé à hauteur de 3,7 millions d'euros.

1.1.2 PARTENARIAT ELIOR GROUP ET ALAIN DUCASSE

A effet au 30 mars 2017, et dans le cadre du partenariat stratégique signé au cours de l'exercice précédent avec le Chef Alain Ducasse, Elior Group a transféré au Groupe Ducasse le contrôle de ses activités opérées par Areas France and Northern Europe dans les musées français. Cette opération s'est traduite par l'apport à la société Ducasse Développement de 60% des titres de la société Areas Développement Musées qui est la nouvelle holding de ces activités. Cette opération s'est traduite par

l'enregistrement d'une plus-value nette de 2,4 millions d'euros enregistrée au 31 mars 2017 au sein du « résultat net des activités non poursuivies ».

Les 40% d'actifs et de passifs conservés par Elior Group dans la société Areas Développement Musées et ses filiales continuent d'être présentés au sein des activités abandonnées ou détenues en vue de la vente dans les états financiers consolidés.

1.1.3 MODIFICATION DE LA PRESENTATION DU REPORTING PAR SEGMENTS OPERATIONNELS A COMPTER DE L'EXERCICE 2015-2016

Suite à la montée à 100% dans le capital d'Areas en juillet 2015 et à la réorganisation des activités du Groupe, la présentation du reporting par segments opérationnels a été modifiée comme suit à compter de l'exercice 2015-2016 :

- les deux segments de reporting correspondants aux activités restent inchangés s'agissant de la restauration collective et les services d'une part et la restauration de concession - désormais

opérée dans l'ensemble du Groupe sous la marque Areas - d'autre part ;

- chaque activité est désormais présentée selon deux segments géographiques, la France et l'international.

Cette nouvelle présentation mise en place pour la présentation des résultats consolidés du premier semestre de l'exercice 2015-2016 arrêtés au 31 mars 2016 est celle applicable dans les commentaires ci-après.

1.1.4 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe a augmenté de 292,6 millions d'euros, soit 10%, passant de 2 920,4 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2016 à 3 213,0 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2017, les sociétés Abigail Kirsch, Corporate Chefs, Hospes et Hostesa étant entrées dans le périmètre du Groupe au cours du semestre clos le 31 mars 2017.

Le tableau ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires consolidé par activité ainsi que la répartition de la progression du chiffre d'affaires entre croissance organique, changements du périmètre de consolidation et impact de la variation des cours de change pour chaque activité et par segment opérationnel principal, séparément et pour l'ensemble du Groupe.

(en millions d'euros)	6 mois 2016-2017	6 mois 2015-2016	Croissance organique	Variations de périmètre	Ecart de change	Variation totale
France	1 149,1	1 131,4	1,6%	0,0%	0,0%	1,6%
International	1 284,0	1 063,3	2,4%	20,0%	(1,6)%	20,8%
restauration collective et services	2 433,1	2 194,7	2,0%	9,7%	(0,8)%	10,9%
France	306,1	287,0	(2,1)%	8,8%	0,0%	6,7%
International	473,8	438,7	8,5%	0,0%	(0,4)%	8,0%
Concessions	780,0	725,7	4,3%	3,5%	(0,3)%	7,5%
TOTAL GROUPE	3 213,0	2 920,4	2,6%	8,1%	(0,7)%	10,0%

La progression de 10,0% par rapport à l'exercice précédent s'explique par la croissance organique de 2,6% sur la période - affectée par l'impact des sorties volontaires de contrats pour 1,6% - et par les effets positifs de la

croissance externe pour 8,1% et négatif des variations de taux de change pour 0,7%. La part du chiffre d'affaires réalisé à l'international atteint 55% au 1^{er} semestre 2016-2017, contre 51% pour la même période de 2015-2016.

Le tableau ci-après présente, pour les six principaux marchés du Groupe, la répartition du chiffre d'affaires consolidé, ainsi que les taux de croissance constatés au cours de la période.

(en millions d'euros)	6 mois 2016-2017	6 mois 2015-2016	Croissance organique	Variations de périmètre	Ecart de change	Variation totale
entreprises	1 030,7	997,5	1,6%	3,4%	(1,7)%	3,3%
enseignement	806,0	619,4	3,9%	26,3%	(0,1)%	30,1%
santé	596,4	577,8	0,6%	2,6%	0,0%	3,2%
restauration collective et services	2 433,1	2 194,7	2,0%	9,7%	(0,8)%	10,9%
autoroutes	242,2	251,9	(4,1)%	0,0%	0,3%	(3,8)%
aéroports	341,7	315,6	8,7%	0,0%	(0,5)%	8,3%
ville et loisirs	196,0	158,2	8,9%	15,9%	(0,8)%	23,9%
restauration de concession	780,0	725,7	4,3%	3,5%	(0,3)%	7,5%
TOTAL GROUPE	3 213,0	2 920,4	2,6%	8,1%	(0,7)%	10,0%

1.1.4.1 Restauration collective et services

Le chiffre d'affaires des activités restauration collective et services progresse de 238 millions d'euros, soit +10,9% par rapport au 1^{er} semestre 2015-2016, pour s'élever à 2433 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016-2017. Il représente 76% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

La croissance organique est de 2,0%. Elle est affectée par la politique de sortie volontaire de contrats non ou peu profitables en Europe. Hors sorties volontaires de contrats, elle s'élève à 3,6%, indiquant une forte accélération au second trimestre liée à un effet calendaire favorable et au dynamisme de l'activité aux Etats-Unis.

Les opérations de croissance externe ont contribué à hauteur de 212 millions d'euros, soit 9,7% du chiffre d'affaires de ces activités.

L'effet de l'évolution des taux de change est négatif de 0,8%.

En France, le chiffre d'affaires s'élève à 1 149 millions d'euros. La croissance organique est de 1,6%. Hors sorties volontaires de contrats, elle est de 2,8%.

- Le marché entreprises bénéficie du niveau de développement soutenu de l'exercice précédent, et du positionnement favorable de Pâques, compensant ainsi largement l'effet de base négatif de l'année bissextile en 2015-2016.
- Dans l'enseignement, le démarrage de nouveaux contrats compense largement l'effet jour défavorable.

1.1.4.2 Restauration de concession

Le chiffre d'affaires de l'activité restauration de concession progresse de 54 millions d'euros au cours du 1^{er} semestre 2016-2017. Il s'élève à 780 millions d'euros. Il représente 24% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe sur la période.

La croissance organique est de 4,3% ou 5,7% hors sorties volontaires de contrats. Les variations de périmètre résultant de l'acquisition en mai 2016 d'un portefeuille de contrats dans les gares en France entraînent une hausse de 3,5% du chiffre d'affaires. Les variations des taux de change, notamment du peso mexicain, ont un impact négatif de 0,3% au cours de la période.

En France, le chiffre d'affaires progresse de 6,7% par rapport au 1^{er} semestre 2015-2016 pour s'établir à 306 millions d'euros. La croissance organique est négative de 2,1% sur la période.

- Le marché autoroutes continue d'être affecté par

- Sur le marché de la santé, le chiffre d'affaires recule, principalement en raison du non-renouvellement de certains contrats.

A l'international, le chiffre d'affaires progresse de 20,8% pour s'établir à 1 284 millions d'euros. La croissance organique au cours de la période est de 2,4%. Hors sortie volontaire de contrats non ou peu profitables en Europe, elle s'élève à 4,4%. La croissance externe provenant des acquisitions génère une croissance supplémentaire de 20,0% tandis que l'évolution des taux de change entraîne un recul de 1,6% du chiffre d'affaires.

- En Espagne, la bonne performance en entreprises et en enseignement, tirée principalement par un développement soutenu, compense largement le recul du chiffre d'affaires en santé.
- Aux Etats-Unis, la croissance organique bénéficie du démarrage de nouveaux contrats sur tous les marchés.
- En Italie, le chiffre d'affaires est affecté par les sorties volontaires de contrats, notamment dans l'enseignement et la santé. Hors sorties volontaires de contrats, la croissance organique est positive.
- Au Royaume-Uni, l'effet calendaire défavorable et le décalage du démarrage de certains nouveaux contrats, en entreprises notamment, pèsent sur le chiffre d'affaires.

l'arrêt volontaire de certains contrats ainsi que par les travaux de rénovation de sites dont les contrats de concession ont été renouvelés.

- Le chiffre d'affaires du marché aéroports recule en raison de la perte du contrat de restauration des terminaux E et F de Paris-Charles-de-Gaulle en février 2016 ainsi que d'une chute du trafic à Orly-Sud consécutive à une nouvelle affectation de compagnies aériennes sur les différents terminaux d'Orly.

- Le marché ville et loisirs progresse grâce au démarrage de nouveaux contrats dans les gares ainsi qu'à la tenue des salons biennaux.

A l'international, la croissance de 8,0% porte le chiffre d'affaires à 474 millions d'euros pour le 1er semestre 2016-2017. La croissance organique s'élève à 8,5% sur la période, tandis que les variations de change entraînent une baisse de 0,4% du chiffre d'affaires.

- Le marché autoroutes bénéficie de la hausse du trafic au Portugal et de l'ouverture d'aires en Allemagne, qui compensent largement la fermeture de certaines aires en Italie.
- Le marché aéroports bénéficie de tendances positives d'évolution du trafic notamment au Mexique, en Espagne et au Portugal, ainsi que de l'ouverture de nouveaux points de vente à l'aéroport de Bilbao en Espagne et dans celui de Los Angeles aux Etats-Unis.

1.1.5 ACHATS CONSOMMES

Ce poste a augmenté de 81,1 millions d'euros, soit de 8,9%, passant de 915,8 millions d'euros pour le semestre

clos le 31 mars 2016 à 996,9 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017.

Le tableau ci-dessous présente la valeur des achats consommés par activité pour les périodes indiquées ci-après ainsi qu'en pourcentage du chiffre d'affaires de chaque activité.

(en millions d'euros et % de CA)	Semestre clos le 31 mars			
	2017		2016	
Achats consommés				
restauration collective et services	(780,3)	32,1%	(709,6)	32,3%
restauration de concession	(227,5)	29,2%	(217,2)	29,9%
corporate	10,9	-	11,1	-
Total	(996,9)	31,0%	(915,8)	31,4%

1.1.5.1 Restauration collective et services

Les achats consommés de l'activité restauration collective et services ont augmenté de 70,7 millions d'euros, soit 10,0%, passant de 709,6 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2016 à 780,3 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2017. Cette augmentation est principalement expliquée par l'impact des acquisitions opérées par Elix North America au cours de l'exercice précédent et sur le premier semestre de l'exercice en cours (avec l'acquisition d'ABL, de Preferred Meals, Corporate Chefs, Abigail Kirsch), par Elix UK (avec l'acquisition de Waterfall), par Elix Italie (Hospes) et Elix Iberia (Hostesa).

Le poste achats consommés est resté presque stable sur la période en termes de pourcentage du chiffre d'affaires, passant de 32,3% pour le semestre clos le 31 mars 2016, à 32,1% pour le semestre clos le 31 mars 2017. La diminution du ratio observée sur les filiales en France (en particulier dans les activités B&I en relation avec une amélioration de la productivité achats résultant du plan

Tsubaki ayant bénéficié à l'ensemble du semestre en 2016-2017 contre le seul deuxième trimestre au cours de l'exercice précédent) est compensée par le fait que les activités opérées à l'International qui ont généralement un ratio matière plus élevé, ont désormais un poids plus important dans l'activité restauration collective & services.

1.1.5.2 Restauration de concession

Les achats consommés de l'activité restauration de concession ont augmenté de 10,3 millions d'euros, soit 4,7%, passant de 217,2 millions d'euros lors du semestre clos le 31 mars 2016 à 227,5 millions d'euros lors du semestre clos le 31 mars 2017. Cette augmentation est principalement expliquée par l'impact de l'acquisition de la société Areas Restauration Services opérée par Areas Northern Europe au deuxième semestre de l'exercice précédent.

En terme de ratio, les achats consommés ont diminué passant de 29,9% à 29,2% du chiffre d'affaires. Le ratio étant stable sur les activités opérées en France, cette baisse est essentiellement observée à l'international, en particulier en Italie et dans la péninsule ibérique, avec une

meilleure productivité des achats résultant de plans d'actions et une gestion de la matière améliorée notamment sur les principaux sites d'aéroports en Espagne.

1.1.6 CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel ont augmenté de 91,3 millions d'euros, soit 6,9%, passant de 1 326,0 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2016 à 1 417,3 millions

d'euros lors du semestre clos le 31 mars 2017, mais ont diminué en termes de pourcentage du chiffre d'affaires, passant de 45,4% à 44,1%.

Le tableau suivant présente les charges de personnel hors charges au titre des plans de rémunération à long terme en actions par segment pour les périodes indiquées, également exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires de chaque segment.

(en millions d'euros et % de CA)	Semestre clos le 31 mars			
	2017		2016	
Charges de personnel				
restauration collective et services	(1 126,8)	46,3%	(1 046,9)	47,7%
restauration de concession	(260,8)	33,4%	(253,5)	34,9%
corporate ⁽¹⁾	(29,7)	-	(25,5)	-
Total	(1 417,3)	44,1%	(1 326,0)	45,4%

⁽¹⁾Représente les charges de personnel liées au corporate (y compris la direction informatique Groupe) facturées aux entités opérationnelles au titre de la direction et des services communs. Les factures correspondantes ne présentant pas une répartition par nature des charges facturées, elles ne peuvent pas être allouées aux charges par nature des segments opérationnels du Groupe. En conséquence, elles sont constatées comme une réduction du poste «Autres frais opérationnels» pour le segment corporate.

1.1.6.1 Restauration collective et services

Les charges de personnel de l'activité restauration collective et services ont augmenté de 79,9 millions d'euros, soit 7,6% passant de 1 046,9 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2016 à 1 126,8 millions d'euros lors du semestre clos le 31 mars 2017. Cette augmentation résulte principalement de l'effet des acquisitions opérées par Elior North America (avec l'acquisition d'ABL, de Preferred Meals, Corporate Chefs, Abigail Krish), Elior UK (acquisition de Waterfall), Elior Italy (acquisition d'Hospes) et Elior Iberia (acquisition d'Hostesa).

Les charges de personnel de cette activité ont diminué en termes de pourcentage de chiffre d'affaires, passant de 47,7% lors du semestre clos le 31 mars 2016 à 46,3% lors du semestre clos le 31 mars 2017. Le ratio étant globalement stable en France, cette diminution est observée à l'International, du fait de l'impact du ratio moins élevé des sociétés nouvellement acquises par Elior North America, notamment Preferred Meals.

1.1.6.2 Restauration de concession

Les charges de personnel de l'activité restauration de concession ont augmenté de 7,3 millions d'euros, soit 2,9%, passant de 253,5 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2016 à 260,8 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2017. Cette augmentation est principalement expliquée par l'impact de l'acquisition de la société Areas Restauration Services

opérée par Areas Northern Europe au deuxième semestre de l'exercice précédent. Elle s'explique également par l'augmentation des charges de personnel en concession à l'International, en particulier aux Etats-Unis et en péninsule ibérique (en lien avec la croissance d'activité).

Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires, les charges de personnel pour ce segment ont reculé, passant de 34,9% lors du semestre clos le 31 mars 2016 à 33,4% lors du semestre clos le 31 mars 2017. Cette réduction est principalement observée sur les activités de concessions

en France (Loisirs et Aéroports) en relation avec une meilleure productivité des sites liée à la progression du chiffre d'affaires sur certains aéroports ou à des améliorations de gestion.

1.1.6.3 Charges de personnel relatives aux plans de rémunération en actions

Les charges de personnel incluent des charges au titre des plans de rémunération à long terme en actions concernant les filiales françaises et étrangères du Groupe

pour un montant de 5,7 millions d'euros à comparer à un montant de 0,7 millions d'euros pour le semestre comparable de l'exercice précédent.

1.1.7 AUTRES FRAIS OPERATIONNELS

Les autres frais opérationnels ont augmenté de 73,7 millions d'euros, soit 17,3%, passant de 426,3 millions d'euros au cours du semestre clos le 31

mars 2016 à 500,0 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2017.

Le tableau suivant présente les autres frais opérationnels pour les périodes indiquées, également exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires pour chaque segment.

(en millions d'euros et % de CA)	Semestre clos le 31 mars			
	2017		2016	
Autres frais opérationnels				
restauration collective et services	(277,7)	11,4%	(226,0)	10,3%
restauration de concession corporate ⁽¹⁾	(239,7)	30,7%	(210,9)	29,1%
	17,4	-	10,5	-
Total	(500,0)	15,6%	(426,3)	14,6%

⁽¹⁾Représente la part du chiffre d'affaires facturée aux entités opérationnelles par le corporate (y compris la direction informatique du Groupe) au titre de la direction et des services communs. Les factures correspondantes ne présentant pas une répartition par nature des charges facturées, elles ne peuvent pas être allouées aux charges par nature des segments opérationnels du Groupe. En conséquence, elles sont constatées comme une réduction du poste «Autres frais opérationnels» pour le corporate et représentent principalement des charges de personnel

1.1.7.1 Restauration collective et services

Les autres frais opérationnels de l'activité restauration collective et services ont augmenté de 51,7 millions d'euros passant de 226,0 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2016 à 277,7 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017. Cette augmentation résulte principalement de l'effet des acquisitions opérées par Elior North America (avec ABL, Preferred Meals, Corporate Chefs et Abigail Kirsch), par Elior UK (impact acquisition de Waterfall) et par Elior Italy (avec l'acquisition d'Hospes).

En termes de pourcentage de chiffre d'affaires, les autres frais opérationnels de l'activité restauration collective et services ont augmenté, passant de 10,3% au cours du semestre clos le 31 mars 2016 à 11,4% au cours du

semestre clos le 31 mars 2017. Cette hausse est principalement liée au ratio plus élevé des frais opérationnels pour les sociétés nouvellement acquises notamment les frais de transport aux USA sur Preferred Meals.

1.1.7.2 Restauration de concession

Les autres frais opérationnels de l'activité restauration de concession ont augmenté de 28,8 millions d'euros, soit 13,6%, passant de 210,9 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2016 à 239,7 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017, en particulier aux Etats-Unis (en lien avec le niveau d'activité), en péninsule ibérique et en France avec l'impact de l'acquisition de la société Areas Restauration Services.

En pourcentage du chiffre d'affaires, les autres frais opérationnels ont augmenté - passant de 29,1% à 30,7% d'un exercice sur l'autre, cette hausse étant observée tant

sur les activités opérées en France qu'à l'international pour les raisons évoquées ci-dessus.

1.1.8 IMPOTS ET TAXES

Le poste impôts et taxes a augmenté de 7,3 millions d'euros, soit 19,8%, passant de 36,9 millions d'euros pour

le semestre clos le 31 mars 2016 à 44,2 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017.

Le tableau suivant présente les impôts et taxes pour chaque segment pour les périodes indiquées, également exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires.

(en millions d'euros et % de CA)	Semestre clos le 31 mars			
	2017		2016	
Impôts et taxes				
restauration collective et services	(33,4)	1,4%	(27,8)	1,3%
restauration de concession corporate	(9,4)	1,2%	(8,3)	1,1%
	(1,4)	-	(0,8)	-
Total	(44,2)	1,4%	(36,9)	1,3%

1.1.8.1 Restauration collective et services

Les impôts et taxes opérationnels de l'activité restauration collective et services ont augmenté de 5,7 millions d'euros, soit 20,4%, passant de 27,8 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2016 à 33,4 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017. Cette hausse est observée principalement sur les activités opérées aux Etats-Unis, dont l'acquisition des sociétés Preferred Meals, Corporate Chefs, Abigail Kirsch et ABL contribue à plus de 60% à cette augmentation. En termes de pourcentage du chiffre d'affaires, les impôts et taxes ont légèrement augmenté passant de 1,3% au terme du semestre clos le 31 mars 2016 à 1,4% au terme du semestre clos le 31 mars 2017.

1.1.8.2 Restauration de concession

Les impôts et taxes opérationnels pour l'activité restauration de concession ont augmenté de 1,0 million d'euros, soit 12,6%, passant de 8,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2016 à 9,4 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017. Cette augmentation est principalement observée sur les activités opérées en France (impact de l'acquisition d'Areas Restauration Services et des nouveaux contrats dans les Gares) et aux Etats-Unis. En termes de pourcentage du chiffre d'affaires, les impôts et taxes ont légèrement augmenté passant de 1,1% pour les six mois clos au 31 mars 2016 à 1,2% pour les six mois clos au 31 mars 2017, cette hausse étant observée sur la France pour les raisons évoquées ci-dessus.

1.1.9 EBITDA

L'EBITDA comptable présenté dans les états financiers s'établit à 249,5 millions d'euros. Retraité des charges de personnel relatives aux plans de rémunération en actions de 5,7 millions d'euros, l'EBITDA retraité s'élève à 255,2

millions d'euros et constitue la mesure de la performance opérationnelle suivie par le Groupe. Son évolution est commentée ci-dessous.

Le tableau suivant présente l'EBITDA retraité par segment pour les périodes indiquées, également exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires pour chaque segment

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars		Variation EBITDA	Marge	
	2017	2016		S1 2017	S1 2016
restauration collective et services					
France	113,0	105,5	7,5	9,8%	9,3%
International	101,8	78,8	22,9	7,9%	7,4%
Total restauration collective et services	214,7	184,3	30,4	8,8%	8,4%
restauration de concession					
France	17,4	14,9	2,5	5,7%	5,2%
International	25,8	21,9	3,9	5,4%	5,0%
Total restauration de concession	43,3	36,8	6,4	5,5%	5,1%
corporate	(2,8)	(4,9)	2,0		
TOTAL GROUPE	255,2	216,3	38,8	7,9%	7,4%

L'EBITDA retraité consolidé du Groupe a augmenté de 39 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2015-2016 pour atteindre 255 millions d'euros, soit une marge de 7,9% du chiffre d'affaires, représentant une progression de 50 points de base par rapport à la même période de 2015-2016.

1.1.9.1 Restauration collective et services

L'EBITDA retraité de l'activité restauration collective et services s'élève à 215 millions d'euros (contre 184 millions d'euros au 1^{er} semestre 2015-2016), soit une marge de 8,8 % du chiffre d'affaires, en progression de 40 points de base :

- **En France**, il s'établit à 113 millions d'euros, soit une marge de 9,8% du chiffre d'affaires, en progression de 50 points de base par rapport au 1^{er} semestre 2015-2016. L'amélioration de la rentabilité en lien avec la mise en œuvre des chantiers du plan de transformation Tsubaki (notamment les sorties volontaires de contrats) et avec l'effet favorable des nouvelles conditions

du CICE est partiellement compensée par une légère augmentation des frais de structure en restauration collective consécutive à la mise en place de la nouvelle organisation.

- **A l'international**, il progresse de 23 millions d'euros et s'élève à 102 millions d'euros, soit une marge de 7,9% du chiffre d'affaires, contre 7,4% au 1^{er} semestre 2015-2016, reflétant une amélioration de la rentabilité dans toutes les régions. Aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, celle-ci est tirée par l'effet relatif au 1^{er} semestre des acquisitions de Preferred Meals et de Waterfall Catering Group, particulièrement exposées au secteur de l'enseignement.

1.1.9.2 Restauration de concession

L'EBITDA retraité de l'activité restauration de concession s'élève à 43 millions d'euros (contre 37 millions d'euros au 1^{er} semestre 2015-2016), soit une marge de 5,5% du chiffre d'affaires, en hausse de 40 points de base par rapport au 1^{er} semestre 2015-2016 :

- **En France**, il s'élève à 17 millions d'euros (contre 15 millions d'euros au 1er semestre 2015-2016). L'amélioration de la rentabilité dans les aéroports et les activités de ville et de loisirs compense largement l'effet ponctuel du plus faible niveau d'activité sur autoroutes, où l'EBITDA est affecté pour l'exercice en cours par les travaux effectués dans le cadre de nouveaux contrats ou de contrats renouvelés.
- **A l'international**, il progresse de 4 millions d'euros par rapport au 1er semestre 2015-2016, pour atteindre 26 millions d'euros, représentant une amélioration de 40 points de base du taux de marge par rapport à la même période de 2015-2016, à 5,4%. Celle-ci est tirée par une hausse du chiffre d'affaires sur l'ensemble des régions.

1.1.10 AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS OPERATIONNELS COURANTS

Les amortissements et provisions opérationnels courants ont augmenté de 15,1 millions d'euros passant de 74,1 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2016 à 89,2 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017.

Le tableau suivant présente les amortissements et provisions opérationnels courants par segment pour les périodes indiquées, également exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires.

(en millions d'euros et % de CA)	Semestre clos le 31 mars			
	2017		2016	
Amortissements et provisions opérationnels courants				
restauration collective et services	(46,5)	1,9%	(35,9)	1,6%
restauration de concession	(39,2)	5,0%	(37,7)	5,2%
corporate	(3,5)	-	(0,5)	-
Total	(89,2)	2,8%	(74,1)	2,5%

1.1.10.1 Restauration collective et services

Les amortissements et provisions opérationnels courants de l'activité restauration collective et services ont augmenté de 10,6 millions d'euros, soit 29,5%, passant de 35,9 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2016 à 46,5 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017. Cette hausse est observée sur les activités opérées à l'International avec notamment l'impact des acquisitions pour 70% de l'augmentation et sur la France en lien avec la prise en location financière de certains actifs auparavant exploités en propre.

1.1.10.2 Restauration de concession

Les amortissements et provisions opérationnels courants de l'activité restauration de concession ont augmenté de 1,5 millions d'euros, soit 4,1%, passant de 37,7 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2016 à 39,2 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017, essentiellement aux Etats-Unis et en France dans les Gares avec l'impact de l'acquisition d'Areas Restauration Services et celle des nouveaux contrats.

1.1.11 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS

Suite à la recommandation de l'AMF sur l'arrêté des comptes 2016 (DOC-2016-09 en date du 3 novembre 2016), les dotations aux amortissements des incorporels reconnus en consolidation, notamment les listes clients enregistrés en restauration collective sont désormais reclassées au sein du résultat opérationnel courant. Les données présentées au titre de l'exercice précédent ont été reclassées et les commentaires ci-dessous tiennent compte de ce reclassement.

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe ont représenté une charge nette de 12,2 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017. Ils comprennent principalement (i) des coûts de réorganisation et de sortie de sites et contrats encourus en France et à l'international en relation notamment avec le déploiement du plan Tsubaki 2020 pour un montant total de 9,2 millions d'euros, (ii) des coûts d'acquisition et de participations pour un montant

de 1,8 million d'euros, (iii) des coûts encourus à l'occasion du 25^e anniversaire du Groupe et pour le sponsoring de la candidature de Paris à l'organisation des JO 2024 pour un montant total de 2,6 millions d'euros.

Ce poste a représenté une charge nette de 29,9 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2016, notamment en raison de (i) des coûts de réorganisation (19,5 millions

d'euros) et de sorties de contrats (8,5 millions d'euros) encourus en France et à l'international en relation notamment avec le déploiement du plan Tsubaki 2020 soit un montant total de 28,0 millions d'euros et (ii) des coûts d'acquisition de participations pour un montant de 2,0 millions d'euros.

1.1.12 CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS NETS

Les charges financières nettes ont diminué de 5,8 millions d'euros, soit 18,6%, passant de 31,0 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2016 à 25,2 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017. Cette baisse s'explique principalement par les opérations de refinancement et de repricing de la dette en euros et en

dollars intervenues en janvier 2016 avec une baisse de marge complémentaire de 25 bp ainsi que par le refinancement complet de la dette obligataire Elior Finance 6,5% mai 2020 intervenu au début du second semestre de l'exercice précédent, dans un contexte de taux d'intérêt toujours bas.

1.1.13 IMPOTS SUR LES RESULTATS

La charge d'impôts du Groupe a augmenté de 17,8 millions d'euros, soit 57,5%, passant de 31,0 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2016 à 48,8 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017 soit un taux effectif d'impôt de 35,1% ou 44% y inclus l'impact de la CVAE. Cette augmentation de la charge d'impôts est principalement expliquée par l'effet non récurrent, pour un montant de 6,7 millions d'euros au 31 mars 2017, de la prise en compte dans le calcul du taux d'impôt effectif annuel de la baisse annoncée du taux d'impôt sur les sociétés françaises à compter de 2020 pour le ramener à 28,72%. Les bases d'impôts différés essentiellement actives enregistrées au bilan d'Elior Group et antérieurement valorisées au taux standard actuel de 34,43% ont en effet été ajustées par le compte de résultat pour les bases dont l'utilisation est prévue au-delà de 2020. L'augmentation de la charge d'impôt consolidée s'explique également par la croissance du résultat avant impôts et prend par ailleurs en compte une baisse du taux effectif dans certains pays européens notamment en Italie et en Espagne.

1.1.14 RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNEES

Au 31 mars 2017, le résultat net des activités abandonnées concerne essentiellement des activités non stratégiques opérées par Areas Europe du Nord.

Il inclut le résultat net d'impôts de la période jusqu'à leur date de cession, ainsi que le résultat de la cession. Pour l'exercice en cours, ces activités ont réalisé un chiffre d'affaires de 23,4 millions d'euros et une perte nette de 0,9 millions d'euros, incluant la plus-value liée au

transfert au Groupe Ducasse des activités opérées dans les Musées intervenue au 31 mars 2017 pour un montant de 2,4 millions d'euros.

Pour la période comparative de l'exercice précédent présentée au 31 mars 2016, ces activités ont réalisé un chiffre d'affaires de 24,0 millions d'euros et une perte nette de 3,5 millions d'euros.

1.1.15 RESULTAT NET PART DU GROUPE ET BENEFICE NET PAR ACTION

En raison des facteurs décrits ci-dessus et notamment en raison d'une rentabilité d'exploitation plus importante et de charges financières et de réorganisation opérationnelle non récurrentes moins lourdes, le Groupe a terminé le semestre clos le 31 mars 2017 avec un résultat net part du Groupe de 58,3 millions d'euros, à comparer au bénéfice net part du Groupe de 40,5 millions d'euros enregistré pour le semestre clos le 31 mars 2016 en dépit de la charge d'impôt non récurrente de 6,7 millions d'euros.

Le bénéfice net par action calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions Elixir Group en circulation à la fin du semestre clos le 31 mars 2017 s'élève à 0,34 euro, à comparer aux 0,24 euro dégagés lors du premier semestre de l'exercice précédent soit une augmentation de 42%.

1.1.16 RESULTAT NET PART DU GROUPE AJUSTE

Le résultat net ajusté, qui correspond au résultat net part du Groupe retraité des « autres produits et charges opérationnels non courants » nets de l'effet d'impôt calculé au taux normatif Groupe de 34% et des dotations aux amortissements relatifs aux

actifs incorporels reconnus en consolidation au titre des acquisitions (notamment les listes clients), s'élève à 77,5 millions d'euros, soit un montant de 0,45 euro par action..

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2017	2016
Résultat net part du Groupe	58,3	40,5
<u>Retraitements</u>		
autres produits et charges opérationnels non courants (1)	12,2	29,9
dotations aux amortissements relatifs aux actifs incorporels reconnus en consolidation	11,1	5,4
effet d'impôt sur (1) calculé au taux normatif de 34%	(4,2)	(12,0)
Résultat net part du Groupe ajusté	77,5	63,8
Résultat net part du Groupe par action ajusté en €	0,45	0,37

1.2 FLUX DE TRESORERIE DU GROUPE POUR LES SEMESTRES CLOS LES 31 MARS 2016 ET 31 MARS 2017

Le tableau ci-dessous résume les flux de trésorerie du Groupe pour les semestres clos les 31 mars 2016 et 2017.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2017	2016
Flux de trésorerie liés à l'activité	43,5	(26,4)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(178,3)	(162,1)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	136,5	74,6
Incidence de la variation des taux de change et autres variations	1,1	(4,1)
Variation de trésorerie nette	2,8	(117,9)

1.2.1 FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE

Le tableau suivant présente les éléments des flux de trésorerie du Groupe résultant de l'activité au titre des semestres clos les 31 mars 2016 et 31 mars 2017.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2017	2016
EBITDA comptable	249,5	215,7
Variation des besoins en fonds de roulement	(154,4)	(116,0)
Intérêts et charges financières versés	(25,9)	(48,4)
Impôts versés	(8,9)	(33,9)
Autres flux de trésorerie (y compris dividendes reçus d'entreprises associées)	(16,8)	(43,8)
Flux de trésorerie liés à l'activité	43,5	(26,4)

Les encaissements de trésorerie liés à l'activité s'élèvent à 43,5 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017 alors que pour le trimestre clos le 31 mars 2016 les décaissements se sont élevés à 26,4 millions d'euros.

Variation des besoins en fonds de roulement

La variation des besoins en fonds de roulement a conduit à des décaissements nets de trésorerie au cours du semestre clos le 31 mars 2017 (pour un montant de 154,4 millions d'euros) en augmentation par rapport à ceux de la même période de l'exercice précédent où ils s'étaient élevés à 116,0 millions d'euros. Cette évolution est conforme à la saisonnalité de BFR du Groupe avec toutefois un pic saisonnier significatif sur le semestre en cours essentiellement causé par (i) des délais de paiement allongés en restauration collective en France en relation avec des changements intervenus dans les processus de paiement des administrations françaises, (ii) par le développement d'Elior North America avec les opérations de croissance externe récente qui influe également de façon plus marginale sur la structure du besoin en fonds de roulement du Groupe, et (iii) par une part plus croissante des activités de restauration collective dans le chiffre d'affaires du groupe.

Intérêts et charges financières versés

Pour le semestre clos le 31 mars 2016, les intérêts et charges financières versés incluaient le paiement d'un montant de 14,7 millions d'euros effectué au titre de la sortie de contrats de swaps de taux d'intérêts, ainsi que l'impact de la pénalité de remboursement anticipé partiel de l'emprunt obligataire Elior Finance & Co 6,5% 2020 pour un montant de 3,1 millions d'euros.

Hors ces éléments non récurrents, les intérêts versés pour le semestre clos le 31 mars 2017 suivent la même évolution que les charges et produits financiers nets du compte de résultat, en baisse du fait de la renégociation des marges de crédit bancaires et du refinancement de l'emprunt obligataire Elior Finance & Co 6,5% 2020.

Impôts versés

Les impôts versés comprennent l'impôt sur les sociétés payé dans toutes les zones géographiques dans lesquelles le Groupe opère. Ils comprennent également la taxe italienne IRAP (*Imposta Regionale Sulle Attività Produttive*) et la taxe française CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises).

Le montant des impôts décaissés au titre du semestre clos le 31 mars 2017 est de 8,9 millions d'euros contre 33,9 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2016. Cette diminution est essentiellement liée au paiement non récurrent intervenu sur le premier semestre de l'exercice précédent clos au 31 mars 2016 d'une dette d'impôts antérieure suite au règlement d'un litige fiscal pour un montant de 20 millions d'euros.

Autres flux de trésorerie

Les autres flux de trésorerie comprennent principalement des encaissements et décaissements de trésorerie relatifs (i) aux revenus et dépenses non récurrents figurant sous l'intitulé «Autres produits et charges opérationnels non courants» dans le compte de résultat consolidé du Groupe et (ii) aux paiements effectués en relation avec les ajustements liés à l'affectation du coût d'acquisition, relatifs aux acquisitions comptabilisées conformément aux normes IFRS.

Les décaissements nets de trésorerie s'élevaient à 43,8 millions d'euros et 16,8 millions d'euros pour les semestres clos respectivement aux 31 mars 2016 et 31 mars 2017. Les décaissements nets de trésorerie pour le semestre clos le 31 mars 2017 ont principalement consisté en (i) des coûts de restructuration et des coûts liés à des sorties de contrats pour un montant total de 10,2 millions d'euros engagés principalement par Elior en France, Serunion en Espagne par Elior UK et par Elior Ristorazione en Italie et (ii) des coûts d'acquisition de titres consolidés pour un montant de 2,3 million d'euros.

1.2.2 FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT

Le tableau suivant présente les éléments de flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement pour les semestres clos les 31 mars 2016 et 31 mars 2017.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2017	2016
Acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(134,5)	(85,6)
Acquisitions et cessions d'immobilisations financières	(18,7)	(17,6)
Acquisitions et cessions de sociétés consolidées	(25,1)	(58,9)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(178,3)	(162,1)

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement s'élevaient à 162,1 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2016 et à 178,3 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2017.

Dépenses d'investissement

Les flux de trésorerie consolidés affectés aux dépenses d'investissement en immobilisations corporelles et incorporelles (net des produits des ventes) sont en augmentation et représentaient 85,6 millions d'euros et 134,5 millions d'euros au cours des semestres clos respectivement aux 31 mars 2016 et 31 mars 2017.

Au titre de l'activité restauration collective et services, les dépenses d'investissement représentaient 41,9 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2016 et 73,4 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2017 soit respectivement 1,9% et 3,0% du chiffre d'affaires de cette activité sur les deux semestres. Cette hausse traduit des dépenses engagées plus importantes en France (notamment en équipements et logiciels informatiques), ainsi qu'en Italie et aux Etats-Unis.

Les dépenses d'investissement au titre de l'activité restauration de concession s'élevaient à 31,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2016 et 46,1 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017, soit respectivement 4,4% et 5,9% du chiffre d'affaires généré par le segment restauration de concession. Ces chiffres traduisent un engagement important de dépenses au titre des programmes d'investissements sur les autoroutes et les gares en France et en aéroports en Amérique Latine avec la création d'une nouvelle activité à l'aéroport de Bogota (Colombie).

Les dépenses d'investissement au titre du Corporate se sont élevées à 12,3 millions d'euros et 15,0 millions d'euros au cours des semestres clos respectivement les 31

mars 2016 et 31 mars 2017 et consistaient principalement en investissements en logiciels et matériels informatiques et en développements technologiques suite à la mise en place du plan stratégique informatique décidé par le Groupe en 2014.

Acquisitions et cessions d'immobilisations financières

Les décaissements nets de trésorerie consolidés au titre des acquisitions et cessions d'immobilisations financières ont représenté un montant de 18,7 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2017. Il s'agit essentiellement de la mise en œuvre du partenariat stratégique avec la société Ducasse Développement qui s'est traduit par la souscription d'obligations convertibles et d'actions de capital au cours du semestre, ainsi que des prises de participations minoritaires au capital de jeunes sociétés innovantes intervenant dans des activités connexes ou complémentaires de celles d'Elior.

Les décaissements nets de trésorerie consolidée au titre des acquisitions et cessions d'immobilisations financières ont représenté un montant de 17,6 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2016.

Acquisitions et cessions de sociétés consolidées

Les flux de trésorerie consolidée liés aux acquisitions au titre du semestre clos le 31 mars 2017 se sont élevés à 25,1 millions d'euros et concernent essentiellement les acquisitions des sociétés Corporate Chefs et Abigail Kirsch aux Etats-Unis, Hostesa en Espagne et Hospes en Italie.

Les décaissements de trésorerie consolidée liés aux acquisitions et aux cessions au titre du semestre clos le 31 mars 2016 se sont élevés à 58,9 millions d'euros et concernaient essentiellement les acquisitions des sociétés Cura et ABL aux Etats-Unis.

1.2.3 FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT

Le tableau suivant présente les éléments de flux de trésorerie consolidés liés aux opérations de financement au titre des semestres clos les 31 mars 2016 et 31 mars 2017.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2017	2016
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0,0	0,0
Mouvements sur capitaux propres de la mère	0,6	0,5
Achats d'actions propres	0,6	0,0
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(1,8)	(0,8)
Emissions d'emprunts	149,2	172,6
Remboursements d'emprunts	(12,1)	(97,6)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	136,5	74,6

La trésorerie nette provenant des opérations de financement représentait une entrée nette de 136,5 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2017 contre une entrée nette de 74,6 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2016.

Mouvements sur capitaux propres de la mère

Aucun mouvement significatif sur les capitaux de la mère du Groupe n'est intervenu au cours des semestres clos les 31 mars 2017 et 31 mars 2016, à l'exception des entrées de trésorerie liées à l'exercice des plans d'options de souscription d'actions au titre des plans 2011 et 2012.

Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle

Ce poste représentait un décaissement net de 0,8 millions d'euros et de 1,8 million d'euros pour les semestres clos respectivement aux 31 mars 2016 et 31 mars 2017.

Émissions d'emprunts

La trésorerie consolidée générée par les émissions d'emprunts représentait 172,6 millions d'euros et 149,2 millions d'euros au cours des semestres clos respectivement aux 31 mars 2016 et 31 mars 2017.

Pour le semestre clos le 31 mars 2017, la trésorerie générée par les émissions d'emprunts correspond principalement (i) à la variation de l'encours de créances titrisées pour un montant de 54,0 millions d'euros, (ii) du tirage sur la ligne revolving en euros à hauteur de 80,0 millions d'euros et (iii) de l'endettement lié aux opérations de location-financement pour 9,5 millions d'euros.

Au cours du semestre clos le 31 mars 2016, cette trésorerie provenait principalement (i) à la variation de l'encours de créances titrisées pour un montant de 69,0

millions d'euros du fait de la montée en puissance de Seruniòn et de l'entrée de Gemeaz dans le programme, (ii) du tirage de lignes revolving en euros et en dollars pour un total de 44,4 millions d'euros et (iii) d'une nouvelle ligne de dette bancaire tirée par Elior Group à hauteur de 50,0 millions d'euros.

Remboursements d'emprunts

Les remboursements d'emprunts ont conduit à des décaissements nets d'un montant de 97,6 millions d'euros et 12,1 millions d'euros au cours des semestres clos respectivement aux 31 mars 2016 et 31 mars 2017.

Au cours du semestre clos le 31 mars 2017, les remboursements ont principalement concerné l'endettement lié aux opérations de location-financement pour 6,9 millions d'euros.

Au cours du semestre clos le 31 mars 2016, ces remboursements ont principalement concerné (i) le remboursement partiel anticipé de la dette High Yield Elior Finance & Co .6.5% mai 2020 à hauteur de 50,0 millions d'euros, (ii) le refinancement pour 45,1 millions d'euros des dettes externes en euros portées par Areas par la dette interne au groupe ainsi que (iii) l'endettement lié aux opérations de location-financement pour 2,2 millions d'euros.

Incidence de la variation des taux de change et autres variations

Les variations des taux de change et les autres variations concernent essentiellement les activités abandonnées au cours du semestre clos le 31 mars 2017 dont l'impact est compensé par l'effet des variations de change sur la trésorerie consolidée.

Au cours du semestre clos le 31 mars 2016, les variations des taux de change et autres variations concernent essentiellement les activités abandonnées et ont eu une

influence défavorable de 4,1 millions d'euros sur les flux de trésorerie.

1.2.4 FREE CASH FLOW

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2017	2016
EBITDA retraité	255,2	216,3
Charges non cash sur plans de rémunération en actions	(5,7)	(0,7)
EBITDA comptable	249,5	215,7
Acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(134,5)	(85,6)
Variation des besoins en fonds de roulement	(154,4)	(116,0)
Autres produits et charges opérationnels cash non récurrents	(16,8)	(43,8)
Impôts versés	(8,9)	(33,9)
Free Cash-Flow	(65,1)	(63,5)

Le free cash flow est quasiment stable par rapport au 1er semestre 2015-2016, à (65,0) millions d'euros. L'amélioration de l'EBITDA retraité et le recul des éléments non récurrents et des impôts versés compensent partiellement (i) la variation défavorable du besoin en fonds de roulement liée en grande partie au

développement net, à la croissance externe et à l'évolution des procédures de paiement dans le secteur public en France, et (ii) la hausse des dépenses d'investissement opérationnel en lien avec les systèmes d'information et avec le renouvellement de nombreux contrats sur le marché des autoroutes en France.

1.3 BILAN CONSOLIDE DU GROUPE

(en millions d'euros)	Au 31 mars		(en millions d'euros)	Au 31 mars	
	2017	2016		2017	2016
Actifs non courants	3 877,0	3 506,0	Capitaux Propres	1 514,2	1 435,4
Actifs courants hors Trésorerie	1 358,0	1 205,0	Participations ne donnant pas le contrôle	49,9	39,2
Trésorerie	162,7	113,1	Passifs non courants	2 251,1	1 836,6
Total Actif	5 397,7	4 824,1	Passifs courants	1 582,5	1 512,9
			Total Passif	5 397,7	4 824,1
			Besoin en fonds de roulement opérationnels nets	(119,4)	(139,9)
			Endettement financier brut	2 019,3	1 741,7
			Endettement financier net SFA	1 862,2	1 638,5
			Ratio levier SFA (endettement financier net SFA / EBITDA) (*)	3,38	3,32

(*) Proforma des acquisitions/cessions de sociétés consolidées intervenues au cours des 12 derniers mois

Au 31 mars 2017, les dettes financières brutes s'élèvent à 2 019 millions d'euros, en augmentation de 277 millions d'euros par rapport au niveau du 31 mars 2016 (1 742 millions d'euros). Elles comprennent essentiellement des facilités bancaires en euros dans le cadre du Senior Facilities Agreement « SFA » pour un total de 1 277 millions d'euros y inclus des tirages sur les lignes de revolving en euros pour un total de 110 millions d'euros, ainsi qu'une dette obligataire et bancaire en dollars américains pour un total de 449 millions de dollars (422 millions d'euros) portée par Elior Group et Elior Participations. Les financements par la titrisation de créances commerciales des filiales françaises, italiennes, espagnoles et anglaises pour un montant de 276 millions d'euros et par le crédit-bail pour un montant de 39 millions d'euros constituent le solde de l'endettement financier du Groupe.

Au 31 mars 2017 et pour le semestre écoulé, le taux moyen - y inclus la marge de crédit mais hors effet des couvertures de taux - sur les dettes financières portées par le Groupe au titre du SFA, du Bond et de la titrisation de créances commerciales qui constituent la part la plus significative de l'endettement du Groupe est de 2,0%.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 163 millions d'euros au 31 mars 2017. La trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie, nette des découverts bancaires et des intérêts courus à court terme, s'élève au 31 mars 2017, à 159,0 millions d'euros.

Au 31 mars 2017, l'endettement net consolidé (selon la définition du SFA) représente 1 862 millions d'euros, soit 3,38 fois l'EBITDA consolidé 12 mois glissants proforma à comparer à 3,32 fois à la clôture du semestre clos le 31 mars 2016 et à 3,22 fois l'EBITDA de l'exercice clos au 30 septembre 2016. Ce ratio d'endettement est marqué par la saisonnalité des activités d'Elior qui entraîne une forte dégradation temporaire du BFR au cours du premier semestre de chaque exercice.

1.4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DU 31 MARS 2017

Elior Group a annoncé le 4 avril 2017 l'acquisition, via sa filiale américaine Elior North America, de Lancer Hospitality, société américaine basée dans le Minnesota. Lancer Hospitality gère la restauration collective de sites culturels, de parcs d'attractions, de centres d'affaires, d'établissements scolaires et d'établissements de santé. La société a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 70 millions de dollars au cours de l'exercice 2016.

En date du 4 avril 2017, Elior Group a convenu avec ses banques de l'extension d'une année de maturité pour la quasi-totalité des montants empruntés au titre des lignes de ses dettes syndiquées en euros et en dollars telles que décrites au paragraphe 21.1 des comptes présentés ci-après. Les nouvelles échéances des différentes lignes renégociées s'échelonnent désormais entre mai 2021 et mai 2023.

1.5 PRINCIPAUX FRANCHISSEMENTS DE SEUILS INTERVENUS LORS DU PREMIER SEMESTRE CLOS LE 31 MARS 2017

Sycomore Asset Management a déclaré avoir franchi le 11 octobre 2016, à la hausse, le seuil statutaire de 2 % du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 2 % des actions et des droits de vote de la Société ;

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank a déclaré avoir franchi le 12 octobre 2016, directement, à la hausse, le seuil légal et statutaire de 5 % du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 5,01 % des actions et des droits de vote de la Société ;

Crédit Agricole S.A. a déclaré avoir franchi le 12 octobre 2016, indirectement, à la hausse, le seuil légal et statutaire de 5 % du capital et des droits de vote de la Société, détenant 5,01 % des actions et des droits de vote de la Société ;

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank a déclaré avoir franchi le 13 octobre 2016, directement, à la baisse, le seuil légal et statutaire de 5 % du capital et des droits de vote, détenant ainsi 4,77 % des actions et des droits de vote ;

Crédit Agricole S.A. a déclaré avoir franchi le 13 octobre 2016, indirectement, à la baisse, le seuil légal et statutaire de 5 % du capital et des droits de vote, détenant ainsi 4,77 % des actions et des droits de vote de la Société ;

FIL Limited of Pembroke Hall a déclaré le 2 novembre 2016 avoir franchi, à la hausse, les seuils statutaires de 1 % et 2 % du capital et des droits de vote, détenant ainsi 2,42 % des actions et des droits de vote de la Société ;

Emesa Corporacion Empresarial, S.L. a déclaré le 21 décembre 2016, avoir franchi, à la hausse, les seuils statutaires de 6 % et 7 % du capital et des droits de vote, détenant ainsi 7,58 % des actions et des droits de vote de la Société ;

Citigroup Global Markets Limited a déclaré le 21 décembre 2016, avoir franchi du fait de la prise en compte d'instruments financiers dérivés, à la hausse, les seuils statutaires de 1 % et 2 % du capital et des droits de vote, détenant ainsi 2,15 % des actions et des droits de vote de la Société ;

Citigroup Global Markets Limited a déclaré le 23 décembre

2016, détenir, du fait de la prise en compte d'instruments financiers dérivés 2,56 % des actions et des droits de vote de la Société ;

Citigroup Global Markets Limited a déclaré le 10 janvier 2017 avoir franchi, à la baisse, du fait de la prise en compte d'instruments financiers dérivés, le seuil statutaire de 2 % du capital et des droits de vote, détenant ainsi 1,99 % des actions et des droits de vote de la société Elior Group ;

Citigroup Global Markets Limited a déclaré le 11 janvier 2017 avoir franchi, à la hausse, du fait de la prise en compte d'instruments financiers dérivés, le seuil statutaire de 2 % du capital et des droits de vote, détenant ainsi 2,02 % des actions et des droits de vote de la société Elior Group ;

BNP Paribas Investment Partners S.A a déclaré le 12 janvier 2017 avoir franchi, à la hausse, le seuil statutaire de 2 % du capital, détenant ainsi 2,01 % des actions de la société Elior Group ; BNP Paribas Investment Partners S.A détient 1,95 % des droits de vote de la société Elior Group ;

Citigroup Global Markets Limited a déclaré le 16 janvier 2017 avoir franchi, à la baisse, du fait de la prise en compte d'instruments financiers dérivés, le seuil statutaire de 2 % du capital et des droits de vote, détenant ainsi 1,98 % des actions et des droits de vote de la société Elior Group ;

Citigroup Global Markets Limited a déclaré le 23 janvier 2017 avoir franchi, à la hausse, du fait de la prise en compte d'instruments financiers dérivés le seuil statutaire de 2 % du capital et des droits de vote, détenant ainsi 2,00 % des actions et des droits de vote de la société Elior Group ;

Sycomore Asset Management a déclaré le 31 janvier 2017 avoir franchi, à la baisse, le seuil statutaire de 2 % du capital et des droits de vote, détenant ainsi 1,97 % des actions et des droits de vote de la société Elior Group ;

BNP Paribas Investment Partners S.A a déclaré le 7 février 2017 avoir franchi, à la baisse, le seuil statutaire de 2 % du capital, détenant ainsi 1,98 % des actions de la société Elior Group ; BNP Paribas Investment Partners

S.A détient 1,92 % des droits de vote de la société Elior Group ;

Marshall Wace LLP a déclaré le 17 mars 2017 avoir franchi, à la hausse, le seuil statutaire de 2 % du capital et des droits de vote, détenant ainsi 2,00 % des actions et des droits de vote de la société Elior Group ;

Sycomore Asset Management a déclaré le 17 mars 2017 avoir franchi, à la hausse, le seuil statutaire de 2 % du capital et des droits de vote, détenant ainsi 2,00 % des actions et des droits de vote de la société Elior Group ;

BIM a, par lettre en date du 11 avril 2017, déclaré avoir conclu avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (« CACIB ») un contrat à terme ayant pour sous-jacent l'action Elior Group, à dénouement physique, au terme duquel CACIB livrera à BIM le nombre d'actions Elior Group que CACIB aura acquis en couverture de manière indépendante dans la limite d'un nombre maximum de 4 500 000 actions Elior Group, au plus tard le 30 juin 2017. Ainsi, BIM pourra être amené à détenir de manière effective 47 902 965 actions, représentant 27,73% du capital et des droits de vote de la société Elior Group et, déteindrait, du fait de l'assimilation des actions sous-jacentes (i) d'un contrat de vente à terme à dénouement soit physique, soit monétaire et (ii) d'un contrat d'échange conclus le même jour, potentiellement, un total de 51 394 585 actions représentant 29,75% des actions et des droits de vote de la société Elior Group.



30 mai 2017

ELIOR GROUP SA

Comptes consolidés intermédiaires condensés

Pour les semestres clos le 31 mars 2017 et le 31 mars 2016

www.eliorgroup.com

Elior Group SA
Société anonyme
Capital 1 727 417,85 euros
408 168 003 R.C.S. Nanterre
Siège social : 9-11, Allée de l'Arche - 92032 Paris La Défense

COMPTES CONSOLIDES IFRS POUR LES SEMESTRES CLOS LE 31 MARS 2017 ET 201627

1.	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE ET ETAT DU RESULTAT GLOBAL.....	27
1.1	Compte de résultat consolidé	27
1.2	Etat du résultat global	28
2.	BILAN CONSOLIDE	29
2.1	Actif	29
2.2	Passif	30
3.	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	31
4.	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	32

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES IFRS POUR LES SEMESTRES CLOS LE 31 MARS 2017 ET 2016 33

5.	PRESENTATION GENERALE.....	33
6.	BASE DE PREPARATION DES COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES CONDENSES	33
7.	FAITS MARQUANTS.....	33
8.	PRINCIPES COMPTABLES	35
9.	NOUVELLES NORMES ET AMENDEMENTS AUX NORMES	35
10.	RECOURS A DES ESTIMATIONS.....	36
11.	TAUX DE CHANGE	36
12.	SAISONNALITE	36
13.	INFORMATION SECTORIELLE	37
13.1	Informations relatives au compte de résultat.....	38
13.2	Informations relatives aux actifs sectoriels non courants	41
14.	REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES	41
15.	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS	42
16.	IMPOT SUR LES RESULTATS.....	42
17.	DIVIDENDES.....	42
18.	GOODWILL.....	43
19.	ANALYSE DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	44
20.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	46
21.	DETTES FINANCIERES ET CHARGES FINANCIERES NETTES	48
21.1	Dettes financières	48
21.2	Charges financières nettes	53
22.	PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES.....	54
23.	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES.....	55
24.	RESULTAT NET DES ACTIVITES ABANDONNEES	55
25.	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DU 31 MARS 2017.....	55

Comptes consolidés IFRS pour les semestres clos le 31 mars 2017 et 2016

1. Compte de résultat consolidé et état du résultat global

1.1 Compte de résultat consolidé

(En millions d'euros)	Note	Semestre clos le 31 mars 2017 Non audité	Semestre clos le 31 mars 2016 Non audité
Chiffre d'affaires	13.1	3 213,0	2 920,4
Achats consommés		(996,9)	(915,8)
Charges de personnel		(1 417,3)	(1 326,0)
Charges de personnel relatives aux plans de rémunération en actions (*)		(5,7)	(0,7)
Autres frais opérationnels		(500,0)	(426,3)
Impôts et taxes		(44,2)	(36,9)
Amortissements et provisions opérationnels courants		(89,2)	(74,1)
Dotations nettes sur actifs incorporels reconnus en consolidation (*)		(11,1)	(5,4)
Résultat opérationnel courant		148,7	135,1
Quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises associées		0,5	1,0
Résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	13.1	149,2	136,1
Autres produits et charges opérationnels non courants (*)	15	(12,2)	(29,9)
Résultat opérationnel incluant la quote-part de résultat des entreprises associées		137,0	106,3
Charges financières	21	(28,1)	(34,2)
Produits financiers	21	2,8	3,2
Résultat avant impôt		111,7	75,3
Impôt sur les résultats	16	(48,8)	(31,0)
Résultat net des activités non poursuivies	24	(0,9)	(3,5)
Résultat net		62,1	40,8
Dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		3,8	0,3
Part revenant au Groupe		58,3	40,5
Résultat net part du Groupe par action (en €)		0,34	0,24
Résultat dilué part du Groupe par action (en €)		0,34	0,23

(*) Après reclassements proforma pour les comptes du semestre clos le 31 mars 2017 en application de la recommandation de l'AMF de novembre 2016 précisant le contenu des « autres produits et charges opérationnels non courants ».

1.2 Etat du résultat global

(En millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars 2017 Non audité	Semestre clos le 31 mars 2016 Non audité
Résultat net de la période	62,1	40,8
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat	-	-
Éléments recyclables ultérieurement en résultat		
Instruments financiers	10,7	(7,3)
Écarts de conversion	5,1	(0,7)
Impôt sur les résultats	(3,7)	2,5
Éléments recyclables ultérieurement en résultat	12,1	(5,5)
Résultat global	74,1	35,3
Attribuable aux :		
- Actionnaires de la société mère	70,1	35,0
- Intérêts ne donnant pas le contrôle	4,0	0,3

2. Bilan consolidé

2.1 Actif

(En millions d'euros)	Note	Au 31 mars 2017 Non audité	Au 30 septembre 2016 Audité	Au 31 mars 2016 Non audité
Goodwill	18	2 542,8	2 542,0	2 445,6
Immobilisations incorporelles	19	448,6	378,8	304,7
Immobilisations corporelles	20	601,8	574,8	488,8
Actifs financiers non courants		78,1	65,1	47,8
Participations dans les entreprises associées		5,1	5,6	4,0
Juste valeur des instruments financiers dérivés (*)		2,5	-	-
Impôts différés		198,1	216,0	215,0
Total actif non courant		3 877,0	3 782,3	3 505,9
Stocks		122,4	116,7	99,9
Clients et autres créances d'exploitation		1 083,3	933,1	985,6
Actif d'impôt exigible		31,0	24,7	17,8
Autres actifs courants		100,3	72,1	71,7
Créances financières court terme (*)		10,9	9,8	9,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)		162,7	160,6	113,2
Actifs classés comme détenus en vue de la vente		9,9	18,3	20,3
Total actif courant		1 520,7	1 335,2	1 318,3
Total actif		5 397,7	5 117,5	4 824,2

(*) Inklus dans le calcul de l'endettement financier net

2.2 Passif

(En millions d'euros)	Note	Au 31 mars 2017 Non audité	Au 30 septembre 2016 Audité	Au 31 mars 2016 Non audité
Capital		1,7	1,7	1,7
Réserves et résultats accumulés		1 512,5	1 514,5	1 433,7
Participations ne donnant pas le contrôle		49,9	41,2	39,2
Total capitaux propres	4	1 564,1	1 557,4	1 474,6
Emprunts et dettes financières (*)	21	2 001,9	1 846,0	1 639,0
Juste valeur des instruments financiers dérivés (*)		8,5	15,8	9,7
Passifs sur acquisitions de titres		18,5	19,1	19,4
Impôts différés		76,8	74,3	46,1
Engagements de retraite et avantages au personnel	22	116,1	113,0	101,0
Provisions non courantes	22	23,8	26,5	21,4
Autres passifs non courants		5,5	4,7	0,0
Total passif non courant		2 251,1	2 099,4	1 836,7
Fournisseurs et comptes rattachés		722,9	729,7	677,5
Dettes sur immobilisations		29,4	41,7	18,8
Dettes fiscales et sociales		584,0	556,6	539,6
Dette d'impôt sur le résultat		36,5	8,9	21,4
Emprunts et dettes financières (*)	21	17,4	11,5	102,7
Dettes sur acquisition de titres		21,5	21,8	13,4
Provisions courantes	22	51,6	50,1	52,2
Autres passifs courants		111,2	25,1	74,1
Passifs classés comme détenus en vue de la vente		8,1	15,4	13,3
Total passif courant		1 582,5	1 460,7	1 512,9
Total passif		3 833,6	3 560,1	3 349,6
Total du passif et des capitaux propres		5 397,7	5 117,5	4 824,2
<i>(*) Inclus dans le calcul de l'endettement financier net</i>		1 851,6	1 702,8	1 628,8
<i>Endettement financier net hors juste valeur des instruments financiers dérivés et frais d'émission d'emprunt</i>		1 862,2	1 705,8	1 638,9

3. Tableau de flux de trésorerie consolidé

(En millions d'euros)	Note	Semestre clos le 31 mars 2017 Non audité	Semestre clos le 31 mars 2016 Non audité
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat opérationnel courant incluant la QP de résultat des entreprises associées		149,2	136,1
Dotations aux amortissements		98,1	79,3
Dotations aux provisions		2,2	0,2
Excédent brut d'exploitation (EBITDA Comptable)		249,5	215,7
Variation des besoins en fonds de roulement liés à l'activité		(154,4)	(116,0)
Intérêts et charges financières versés		(25,9)	(48,4)
Impôts versés		(8,9)	(33,9)
Autres flux		(16,8)	(43,8)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité		43,5	(26,4)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(138,2)	(91,9)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		3,7	6,4
Acquisitions d'immobilisations financières		(18,7)	(17,6)
Cessions d'immobilisations financières		0,0	0,0
Acquisitions/cessions de sociétés consolidées après déduction du montant de la trésorerie acquise/cédée		(25,1)	(58,9)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(178,3)	(162,1)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		0,0	0,0
Mouvements sur capitaux propres de la mère		0,6	0,5
Achats d'actions propres		0,6	0,0
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(1,8)	(0,8)
Émissions d'emprunts et dettes financières		149,2	172,6
Remboursements d'emprunts et dettes financières		(12,1)	(97,6)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		136,5	74,6
Incidence de la variation des taux de change et autres variations (1)		1,1	(4,1)
Variation de la trésorerie nette		2,8	(117,9)
Trésorerie nette à l'ouverture		156,2	197,6
Trésorerie nette à la clôture		159,0	79,7

(1) Y inclus respectivement des décaissements nets de trésorerie de 3 millions d'euros et de 4,1 millions d'euros au titre des activités non poursuivies/détenues en vue de la vente pour les périodes de six mois clôturée au 31 mars 2017 et au 31 mars 2016.

Les découverts bancaires et les comptes courants détenus à des fins de gestion de la trésorerie sont considérés comme des éléments de trésorerie et sont de fait déduits de la trésorerie dans le tableau de flux nonobstant leur classement en Emprunts et dettes financières courants. Ces éléments constituent la seule différence entre la trésorerie présentée à l'actif du bilan et la trésorerie nette en fin de période, présentée dans le tableau de flux de trésorerie.

4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(En millions d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes liées au capital et autres réserves	Résultats consolidés de la période	Écarts de conversion	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres clôture 30/09/2015	172 325 244	1,7	1 363,4	107,2	(16,7)	1 455,6	30,5	1 486,1
Résultat net				40,5		40,5	0,3	40,8
Instruments financiers : variations de juste valeur			(4,8)			(4,8)		(4,8)
Écarts de conversion					(0,7)	(0,7)	0,0	(0,7)
Résultat global			(4,8)	40,5	(0,7)	35,0	0,3	35,3
Affectation du résultat de la période précédente			107,2	(107,2)		0,0		0,0
Augmentation de capital	79 370		0,5			0,5	0,0	0,5
Dividendes versés			(55,7)			(55,7)	(0,4)	(56,1)
Autres variations (1.a)			0,0			0,0	8,8	8,8
Capitaux propres au 31/03/2016	172 404 614	1,7	1 410,6	40,5	(17,4)	1 435,4	39,2	1 474,6
Capitaux propres au 30/09/2016	172 634 475	1,7	1 400,5	135,3	(21,3)	1 516,2	41,2	1 557,4
Résultat net				58,3		58,3	3,8	62,1
Instruments financiers : variations de juste valeur			7,0			7,0		7,0
Écarts de conversion					4,8	4,8	0,2	5,1
Résultat global			7,0	58,3	4,8	70,1	4,0	74,1
Affectation du résultat de la période précédente			135,3	(135,3)		0,0		0,0
Augmentation de capital	107 310		0,6			0,6		0,6
Dividendes versés			(73,4)			(73,4)	(0,9)	(74,3)
Paiement fondé sur les actions (IFRS2)			0,9			0,9		0,9
Autres variations (1.b)			(0,3)			(0,3)	5,6	5,3
Capitaux propres au 31/03/2017	172 741 785	1,7	1 470,7	58,3	(16,5)	1 514,2	49,9	1 564,1

(1.a) Les montants enregistrés en «autres variations» en capitaux propres des minoritaires pour la période de 6 mois au 31 mars 2016 correspondent essentiellement à la reprise d'une dette de put vis-à-vis des actionnaires minoritaires de Elior North America (anciennement THS) suite à la modification du pacte d'actionnaires qui concernait cet engagement.

(1.b) Les montants enregistrés en «autres variations» en capitaux propres pour les participations ne donnant pas le contrôle pour la période de 6 mois au 31 mars 2017 correspondent essentiellement au goodwill enregistré au titre de l'acquisition de Waterfall au Royaume Uni. Concernant la variation de la part Groupe, le montant inclut essentiellement la revalorisation d'une dette de put vis-à-vis des minoritaires d'Areas Italie.

Annexe aux comptes consolidés IFRS pour les semestres clos le 31 mars 2017 et 2016

5. Présentation générale

Elior Group SA est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé à Paris La Défense, 9-11 Allée de l'Arche. Au 31 mars 2017, Elior Group SA est détenue à 6,54 % par la Caisse de Dépôts et Placement du Québec (CDPQ), à 25,13 % par

la société BIM SAS (contrôlée par Robert Zolade)¹, à 7,58 % par Corporacion Empresarial Emesa, et à 60,75 % par des investisseurs privés et publics suite à son introduction sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le 11 Juin 2014.

Elior Group est un acteur majeur de la restauration sous contrat et des services qui y sont associés. Le Groupe opère ses activités de restauration collective & services et celles de restauration de concession par l'intermédiaire de ses filiales et participations implantées dans 16 pays, principalement dans la zone euro, au Royaume-Uni, en Amérique latine, aux États-Unis et en Inde.

¹ (BIM a, par lettre en date du 11 avril 2017, déclaré avoir conclu avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (« CACIB ») un contrat à terme ayant pour sous-jacent l'action Elior Group, à dénouement physique, au terme duquel CACIB livrera à BIM le nombre d'actions Elior Group que CACIB aura acquis en couverture de manière indépendante dans la limite d'un nombre maximum de 4 500 000 actions Elior Group, au plus tard le 30 juin 2017. Ainsi, BIM pourra être amené à détenir de manière effective 47 902 965 actions, représentant 27,73 % du capital et des droits de vote de la société Elior Group et, détiendrait, du fait de l'assimilation des actions sous-jacentes (i) d'un contrat de vente à terme à dénouement soit physique, soit monétaire et (ii) d'un contrat d'échange conclus le même jour, potentiellement, un total de 51 394 585 actions représentant 29,75 % des actions et des droits de vote de la société Elior Group).

6. Base de préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés

Les états financiers intermédiaires résumés portant sur les 6 mois clos au 31 mars 2017 ont été préparés conformément à la norme IAS 34. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe établis

conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2016.

Les méthodes comptables appliquées sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au 30 septembre 2016.

Ainsi toutes les normes et interprétations d'application obligatoire, ayant déjà été adoptées par l'Union européenne, ont été appliquées dans les états financiers intermédiaires au 31 mars 2017.

A partir des comptes de l'exercice de douze mois clôturé au 30 septembre 2016, suite à la recommandation de l'AMF sur l'arrêté des comptes 2016 (DOC-2016-09 en date du 3 novembre 2016), les dotations aux amortissements des incorporels reconnus en consolidation, notamment les listes clients enregistrées en restauration collective sont désormais reclassées au sein du résultat opérationnel courant. De même les charges liées aux plans de stock-options et d'actions gratuites octroyées par Elior Group et ses filiales sont désormais classées sur une ligne spécifique du compte de résultat consolidé. Les données présentées au titre de l'exercice précédent ont été reclassées.

La charge d'impôt du semestre clos le 31 mars 2017 a été déterminée à partir du taux d'imposition annuel moyen estimé pour l'exercice à clore le 30 septembre 2017 et intègre l'impact de l'ajustement par le compte de résultat de la valeur des impôts différés à long terme des sociétés françaises du Groupe pour tenir compte de l'application du nouveau taux d'impôt sur les sociétés de 28,72% qui s'appliquera en France à compter de l'exercice clos le 30 septembre 2021 comme décrit au paragraphe 16 ci-après.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration d'Elior Group le 29 mai 2017.

7. Faits marquants

- **Acquisition et cession de titres consolidés**

Elior North America (anciennement TrustHouse Services), filiale de restauration collective d'Elior Group aux États-Unis, a procédé à l'acquisition respectivement en octobre 2016 puis en janvier 2017 des sociétés Abigail Kirsch et Corporate Chefs :

- Abigail Kirsch est une société basée à New

York spécialisée dans les activités de banqueting et de restauration événementielle.

- Corporate Chefs est une société basée à Haverhill dans le Massachussetts spécialisée dans les repas haut de gamme fraîchement cuisinés pour les marchés de la restauration d'entreprise et de l'enseignement. Créée en 1987, la société Corporate Chefs est présente dans huit États du nord-est des États-Unis.

Abigail Kirsch et Corporate Chefs réalisent un chiffre d'affaires total annuel d'environ 55 millions de dollars.

En Europe, et avec effet au 1^{er} octobre 2016 :

- Elios Ristorazione filiale de restauration collective d'Elios Group en Italie a procédé à l'acquisition de la société Hospes qui opère essentiellement en restauration d'entreprises dans le nord de l'Italie, et
- Serunion, filiale de restauration collective d'Elios Group en Espagne et au Portugal a procédé à l'acquisition de la société Hostesa qui opère essentiellement sur les marchés de la restauration en enseignement et dans les maisons de retraite en Catalogne et dans la région de Valence.

Ces deux acquisitions représentent un chiffre d'affaires annuel total d'environ 30 millions d'euros.

Les quatre acquisitions décrites ci-dessus ont contribué au chiffre d'affaires consolidé du semestre clos le 31 mars 2017 à hauteur de 30,4 millions d'euros et à l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé à hauteur de 2,7 millions d'euros.

Elios Group a annoncé le 21 novembre 2016 avoir signé un accord pour acquérir la totalité de MegaBite ainsi qu'une participation majoritaire de 51% dans la société CRCL, ces deux acquisitions étant localisées en Inde respectivement à Bangalore et à Chennai. Le chiffre d'affaires total de ces deux sociétés est de l'ordre de 27 millions d'euros en année pleine. Ces acquisitions ont été finalisées en février 2017 et elles seront intégrées dans les comptes du Groupe au deuxième semestre de l'exercice à clore le 30 septembre 2017.

Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2016 :

Elios North America (anciennement TrustHouse Services), filiale de restauration collective d'Elios Group aux États-Unis, a procédé aux acquisitions successives en octobre et en novembre 2015 des sociétés Cura Hospitality (basée à Pittsburg en Pennsylvanie) et ABL Management (basée à Baton Rouge en Louisiane). Cura,

ABL et la société Starr Restaurant Catering Group (qui opère principalement à New York et à Miami) acquise en août 2015 sont toutes trois consolidées par intégration globale à compter du 1^{er} octobre 2015 pour ce qui concerne Starr et Cura, et à compter du 1^{er} décembre 2015 pour ABL. Ces trois sociétés représentent un chiffre d'affaires annuel total de l'ordre de 150 millions de dollars US en restauration collective respectivement sur le marché des entreprises et dans les sites de prestige (Starr), des maisons de retraite et en milieux hospitaliers (Cura) et de l'enseignement et du pénitentiaire (ABL). Ces acquisitions ont contribué au chiffre d'affaires consolidé du semestre clos le 31 mars 2016 à hauteur de 65,5 millions d'euros et à l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé à hauteur de 3,7 millions d'euros.

- **Autres faits marquants**

Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2017 :

A effet au 30 mars 2017, et dans le cadre du partenariat stratégique signé au cours de l'exercice précédent avec le Chef Alain Ducasse, Elios Group a transféré au Groupe Ducasse le contrôle de ses activités opérées par Areas France and Northern Europe dans les musées. Cette opération s'est traduite par l'apport à la société Ducasse Développement de 60% des titres de la société Areas Développement Musées qui est la nouvelle holding de ces activités. A compter du 30 mars 2017, Cette opération s'est traduite par l'enregistrement d'une plus-value nette de 2,4 millions d'euros enregistrée au 31 mars 2017 au sein du « résultat net des activités non poursuivies ».

Les 40% d'actifs et de passifs conservés par Elios Group dans la société Areas Développement Musées et ses filiales continuent d'être présentés au sein des activités abandonnées ou détenues en vue de la vente dans les états financiers consolidés.

Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2016 :

Partenariat Elios Group et Alain Ducasse

En application d'un protocole d'accord de partenariat stratégique et culinaire signé avec le chef Alain Ducasse le 29 septembre puis mis en application le 5 octobre 2015, Elior Participations SCA a dans un premier temps souscrit à des obligations convertibles puis, le 19 février 2016, à des actions nouvelles émises par la société Ducasse Développement. Suite à ces opérations et en cas de conversion des obligations souscrites, Elior Group détiendra une participation de 11% dans la société Ducasse Développement.

Remboursement partiel anticipé du Bond Elior Finance & Co SCA 6,5% Mai 2020

En date du 9 février 2016, Elior Group a procédé à un remboursement partiel anticipé d'un montant nominal de 50,0 millions d'euros représentant 22% de l'encours résiduel de l'emprunt obligataire Elior Finance SCA 6,5% mai 2020. Le décaissement correspondant est un montant

de 54,0 millions d'euros incluant une indemnité de remboursement anticipé de 3,1 millions d'euros. Ce remboursement a été financé par un tirage de 50,0 millions d'euros effectué par Elior Group SA sur une nouvelle ligne de crédit bancaire syndiqué mise en place le 29 janvier 2016 à échéance en janvier 2023. Le coût de cette nouvelle dette est indexé sur l'Euribor avec une marge standard de 2,5%.

Le remboursement intégral anticipé de l'encours résiduel de 177,5 millions d'euros de l'emprunt obligataire Elior Finance SCA 6,5% mai 2020 est intervenu le 4 mai 2016. Ce remboursement a entraîné la mainlevée de toutes les suretés garantissant le Senior Facilities Agreement ainsi que la disparition de l'obligation de publication de comptes consolidés condensés lors des clôtures trimestrielles au 31 décembre et au 30 juin.

8. Principes comptables

Les principes comptables adoptés sont les mêmes que ceux utilisés lors des comptes consolidés du dernier exercice clos au 30 septembre 2016.

Pour les périodes intermédiaires, les impôts sur les résultats, hors Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) mais y compris l'IRAP, sont provisionnés sur la base du taux d'imposition qui devrait s'appliquer au résultat annuel total. La CVAE (qui est incluse dans la charge d'impôts sur les résultats) et la participation des salariés sont provisionnées sur la base de 50% de la charge annuelle anticipée.

Les engagements de retraite n'ont pas fait l'objet d'évaluations actuarielles dans le cadre des comptes consolidés intermédiaires condensés. La charge de retraite pour les 6 mois clos les 31 mars 2016 et 2017 représente 50% de la charge calculée pour, respectivement, les exercices complets clos les 30 septembre 2016 et 2017.

9. Nouvelles normes et amendements aux normes

- **Nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et appliquées par le Groupe**

Néant

- **Nouvelles normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore appliquées par le Groupe**

Les principales normes, amendements aux normes et interprétations qui ont été publiés mais ne sont pas encore d'application obligatoire sont les suivants :

- IFRS 9 « Instruments financiers » applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 (approuvée par l'UE en novembre 2016),
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires issus des contrats clients » applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 (non encore approuvée par l'UE),
- IFRS 16 « Comptabilisation des contrats de location » applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 (non encore approuvée par l'UE),

Le Groupe n'a pas appliqué de norme ou d'amendement par anticipation. L'analyse de l'impact potentiel de ces nouvelles normes est en cours. En l'état actuel de ces analyses :

- l'application de la norme IFRS 15 ne devrait pas entraîner d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe,
- une première phase du projet portant sur l'analyse des aspects relatifs aux instruments financiers (hors créances clients) a confirmé que la mise en place d'IFRS9 n'aurait pas d'impact significatif sur les comptes. Le volet concernant le sujet des créances clients doit être étudié afin de mesurer la significativité des impacts éventuels.

10. Recours à des estimations

Pour établir les états financiers intermédiaires du Groupe, des estimations et des hypothèses ont été faites par la direction du Groupe et celle des filiales. Elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et charges de la période.

Ces estimations et appréciations qui sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances actuelles constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Lors de l'établissement des comptes consolidés intermédiaires condensés, les jugements importants portés par la direction pour l'application des principes comptables du Groupe et les principales sources d'incertitudes liées aux estimations ont été les mêmes que pour les comptes consolidés de l'exercice clos le 30 septembre 2016, exception faite de la modification

des estimations requises pour déterminer la provision pour impôts sur les résultats

Les taux de change retenus dans les comptes consolidés pour les semestres clos les 31 mars 2017 et 2016 proviennent des cotations à la bourse de Paris :

	Au 31 mars 2017		Au 31 mars 2016	
	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen
- € /US \$:	1,0649	1,0717	1,1378	1,0996
- € /£ :	0,8483	0,8641	0,7921	0,7464
- € /MXN :	19,96	21,51	19,67	19,13
- € /CLP :	702,97	707,86	762,92	768,97

12. Saisonnalité

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant découlant de la majorité de nos activités sont soumis à des fluctuations saisonnières. Durant l'été, le chiffre d'affaires de l'activité restauration de concession augmente généralement de façon marquée ce qui, notamment du fait de l'impact de cette hausse sur l'absorption des frais fixes, entraîne une augmentation plus que proportionnelle du montant du résultat

11. Taux de change

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 «Effet des variations des cours des monnaies étrangères ». Les transactions commerciales en devises étrangères réalisées par les sociétés consolidées sont converties aux cours des devises à la date des transactions. Les créances et dettes en monnaies étrangères sont converties sur la base des cours de change à la clôture. Les écarts de change résultant de cette réévaluation sont enregistrés au compte de résultat.

Pour les semestres clos les 31 mars 2017 et 2016, les bilans, compte de résultat et tableaux de flux de trésorerie de certaines filiales dont la devise fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation des comptes d'Elior Group sont convertis au 31 mars 2017 et 2016 pour le bilan et, sauf fluctuation de change significative, au taux de change moyen de la période clôturée pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie. Les différences de conversion sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

opérationnel courant et du taux de la marge de résultat opérationnel courant en pourcentage du chiffre d'affaires.

En revanche, au cours de la même période, le montant du résultat opérationnel courant et le taux de la marge de résultat opérationnel courant en pourcentage du chiffre d'affaires de l'activité restauration collective & services accusent une baisse plus que proportionnelle en raison d'une diminution des volumes car une part importante

des employés et des élèves sont en vacances pendant la période estivale.

À l'échelle du Groupe, ces fluctuations saisonnières n'ont pas eu d'impact sur le chiffre d'affaires publié au terme des 6 mois, car ces deux phénomènes se neutralisent entre les deux activités du Groupe. Chaque semestre représente environ 50 % du chiffre d'affaires annuel consolidé, hors incidence des variations de périmètre de consolidation.

En termes de résultat opérationnel courant, l'impact des fluctuations saisonnières se traduit par une hausse du résultat opérationnel comptabilisé durant le second semestre de l'exercice du fait de l'augmentation du chiffre d'affaires et des marges de l'activité restauration de concession. La part du résultat opérationnel courant annuel comptabilisé au cours des premier et second semestres de chaque exercice représente respectivement 45 % et 55 % environ.

En outre, les variations du nombre de jours ouvrés et les dates de certains jours fériés ou de vacances scolaires (notamment en Europe du sud la semaine sainte et les fêtes de Pâques en mars sur le semestre de l'exercice en

cours et en avril sur le semestre équivalent de l'exercice précédent), ainsi que les changements de périmètre de consolidation ont un impact sur la comparabilité du chiffre d'affaires et la rentabilité de ces deux activités d'une période à l'autre.

Les flux nets de trésorerie liés à l'activité sont également soumis à des fluctuations saisonnières, qui découlent principalement des variations des besoins en fonds de roulement :

- dans l'activité restauration de concession, les besoins en fonds de roulement sont directement liés au niveau de l'activité, qui est faible durant le premier semestre de chaque exercice et soutenu durant le second semestre ; et
- dans l'activité restauration collective & services, le montant des créances clients augmente durant le premier semestre de chaque exercice, car le volume de facturation aux clients atteint un pic durant cette période, puis diminue durant le second semestre, qui correspond à une période de creux de l'activité pour ce segment.

13. Information sectorielle

Au 31 mars 2017 et 2016, le Groupe était structuré en deux activités opérationnelles : « restauration collective & services » d'une part et « restauration de concession » d'autre part. Au sein de ces activités, les résultats et les actifs employés à long terme sont détaillés par segments opérationnels correspondant aux zones géographiques et de management principales comme suit :

- Pour la « restauration collective & services » opérée sous la marque Elixor : Opérations France et Opérations International ;
- Pour la « restauration de concession » désormais opérée sous la marque Areas : Opérations France et Opérations International

Ces segments opérationnels sont ceux revus par le Principal décideur Opérationnel (Executive team).

Le résultat net dans les sociétés mises en équivalence concerne essentiellement les activités de restauration de concession en France.

13.1 Informations relatives au compte de résultat

Les tableaux ci-après présentent le compte de résultat par secteur d'activité détaillé et le chiffre d'affaires du Groupe par activité et par segment opérationnel, par secteur d'activité clients et par zone géographique pour les semestres clos les 31 mars 2017 et 2016.

- Compte de résultat par segment opérationnel :

(En millions d'euros)	restauration collective et services			restauration de concession			Corporate	Total Groupe
	France	International	Total	France	International	Total		
Semestre clos le 31 mars 2017 Non audité								
Chiffre d'affaires	1 149,1	1 284,0	2 433,1	306,1	473,9	780,0	-	3 213,0
Résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	90,4	65,8	156,3	(1,5)	2,6	1,1	(8,1)	149,2
Résultat opérationnel courant en % du CA	7,9%	5,1%	6,4%	(0,5)%	0,5%	0,1%	(0,3)%	4,6%
Autres produits et charges opérationnels non courants	(7,4)	(2,8)	(10,2)	(0,7)	(0,1)	(0,9)	(1,2)	(12,2)
Résultat opérationnel	83,0	63,1	146,1	(2,3)	2,4	0,2	(9,3)	136,9
Résultat Financier								(25,2)
Impôt sur les résultats								(48,8)
Résultat des activités abandonnées								(0,9)
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle								3,8
Part du résultat revenant au Groupe								58,2
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(21,6)	(31,2)	(52,8)	(18,6)	(23,5)	(42,2)	(3,1)	(98,1)
Autres charges sans impact en trésorerie	(0,9)	(0,8)	(1,8)	(0,2)	0,2	(0,1)	(0,4)	(2,2)
EBITDA comptable	113,0	97,9	210,9	17,4	25,9	43,3	(4,7)	249,5

(En millions d'euros)	restauration collective et services			restauration de concession			Corporate	Total Groupe
	France	International	Total	France	International	Total		
Semestre clos le 31 mars 2016 Non audité								
Chiffre d'affaires	1 131,4	1 063,3	2 194,7	287,0	438,7	725,7	-	2 920,4
Résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	87,0	55,3	142,3	(0,0)	(0,9)	(0,9)	(5,3)	136,1
Résultat opérationnel courant en % du CA	7,7%	5,2%	6,5%	(0,0)%	(0,2)%	(0,1)%	(0,2)%	4,7%
Autres produits et charges opérationnels non courants	(5,2)	(4,6)	(9,7)	(2,8)	(8,7)	(11,5)	(8,7)	(29,9)
Résultat opérationnel	81,8	50,8	132,6	(2,8)	(9,6)	(12,4)	(14,0)	106,2
Résultat Financier								(31,0)
Impôt sur les résultats								(31,0)
Résultat des activités abandonnées								(3,5)
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle								0,3
Part du résultat revenant au Groupe								40,5
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(18,3)	(22,2)	(40,5)	(15,4)	(22,4)	(37,8)	(1,0)	(79,3)
Autres charges sans impact en trésorerie	(0,3)	(0,6)	(0,9)	0,4	(0,2)	0,2	0,5	(0,3)
EBITDA comptable	105,6	78,1	183,7	15,0	21,7	36,7	(4,7)	215,7

- Chiffre d'affaires par activité opérationnelle et par marché clients :

(En millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars 2017 Non audité	Part du CA total en %	Semestre clos le 31 mars 2016 Non audité	Part du CA total en %	Variation / N-1	Variation en %
Restauration collective & services						
Entreprises	1 030,7	32,1%	997,5	34,2%	33,2	3,3%
Enseignement	806,0	25,1%	619,4	21,2%	186,6	30,1%
Santé	596,4	18,6%	577,8	19,8%	18,6	3,2%
Sous-total restauration collective & services	2 433,1	75,7%	2 194,7	75,2%	238,4	10,9%
Restauration de concession						
Aéroports	341,7	10,6%	315,6	10,8%	26,1	8,3%
Autoroutes	242,2	7,5%	251,9	8,6%	(9,7)	-3,8%
Ville & loisirs	196,0	6,1%	158,2	5,4%	37,8	23,9%
Sous-total restauration de concession	780,0	24,3%	725,7	24,8%	54,3	7,5%
Total	3 213,0	100,0%	2 920,4	100,0%	292,6	10,0%

- Chiffre d'affaires par zone géographique :

(En millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars 2017 Non audité	Part du CA total en %	Semestre clos le 31 mars 2016 Non audité	Part du CA total en %	Variation / N-1	Variation en %
France	1 455,2	45,3%	1 418,4	48,6%	36,8	2,6%
Europe hors France	1 112,2	34,6%	1 058,4	36,2%	53,8	5,1%
Reste du monde	645,6	20,1%	443,6	15,2%	202,0	45,5%
Total	3 213,0	100,0%	2 920,4	100,0%	292,6	10,0%

13.2 Informations relatives aux actifs sectoriels non courants

(En millions d'euros)	restauration collective et services			restauration de concession			Corporate	Total Groupe
	France	International	Total	France	International	Total		
Semestre clos le 31 mars 2017 Non audité								
Chiffre d'affaires de l'activité	1 149,1	1 284,0	2 433,1	306,1	473,9	780,0	–	3 213,0
Actifs non courants	1 241,4	1 134,7	2 376,1	604,0	559,4	1 163,5	53,6	3 593,2

(En millions d'euros)	restauration collective et services			restauration de concession			Corporate	Total Groupe
	France	International	Total	France	International	Total		
Semestre clos le 31 mars 2016 Non audité								
Chiffre d'affaires de l'activité	1 131,4	1 063,3	2 194,7	287,7	438,0	725,7	–	2 920,4
Actifs non courants	1 194,3	897,5	2 091,8	559,8	553,7	1 113,6	33,8	3 239,2

14. Regroupements d'entreprises

Pour le semestre clos le 31 mars 2017, le groupe a acquis les sociétés Abigail Kirsch et Corporate Chefs (restauration collective USA), et en Europe les sociétés Hospes (restauration collective Italie) et Hostesa (restauration collective Espagne).

Ces sociétés ont été consolidées par intégration globale respectivement à partir du 1er octobre 2016 (Abigail Kirsch, Hospes et Hostesa) et du 1er février 2017 (Corporate Chefs) entraînant l'enregistrement d'un goodwill - avant affectation du prix d'acquisition aux actifs et passifs identifiables - pour un montant total de 35,1 millions d'euros. Ces quatre acquisitions représentent un chiffre d'affaires annuel total d'environ 80 millions d'euros.

Par ailleurs un montant de 44,8 millions d'euros a été affecté de façon encore provisoire aux actifs identifiables et amortissables (marque et relations clients) pour l'acquisition de Waterfall et de Areas Restauration Services (droits à concession en gares) acquises au second semestre de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 31 mars 2016, le groupe a acquis, en Août 2015, la société Starr Restaurant Catering Group (marché Entreprises), puis en octobre 2015 la société Cura Hospitality (marchés des maisons de retraite et en milieu hospitaliers) et enfin en novembre 2015, la société ABL Management (marchés enseignement et pénitentiaire).

Ces sociétés ont été consolidées par intégration globale respectivement à partir du 1er octobre 2015 (Starr Restaurant Catering Group et Cura) et du 1er décembre 2015 (ABL) entraînant l'enregistrement d'un goodwill - avant affectation du prix d'acquisition aux actifs et passifs identifiables - pour un montant total de 70,5 millions d'euros. Par ailleurs un montant de 6,1 millions d'euros a été affecté de façon encore provisoire aux actifs identifiables (relations clients) pour l'acquisition de Starr Restaurant Catering Group.

Les travaux d'affectation du prix d'acquisition de Cura et ABL étaient en cours au 31 mars 2016 et ont été finalisés au 30 septembre 2016.

Ces acquisitions ont été réalisées par la société Elior North America, filiale de restauration collective d'Elior aux Etats-Unis qui est, actuellement, détenue à 76,3% par le Groupe via la société Elior Restauration et Services. Le chiffre d'affaires total annuel de ces sociétés avoisine les 150 millions de dollars.

15. Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe ont représenté une charge nette de 12,2 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017. Ils comprennent principalement (i) des coûts de réorganisation et de sortie de sites et contrats encourus en France et à l'international en relation notamment avec le déploiement du plan Tsubaki 2020 pour un montant total de 9,2 millions d'euros, (ii) des coûts d'acquisition et de participations pour un montant de 1,8 million d'euros, (iii) des coûts encourus à l'occasion du 25^{ème} anniversaire du Groupe et pour le sponsoring de la candidature de Paris à l'organisation des JO 2024 pour un montant total de 2,6 millions d'euros.

Ce poste a représenté une charge nette de 29,9 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2016. Ils comprennent principalement (i) des coûts de réorganisation (19,5 millions d'euros) et de sortie de contrats (8,5 millions d'euros) encourus en France et à l'international en relation notamment avec le déploiement du plan Tsubaki 2020 soit un montant total de 28,0 millions d'euros et (ii) des coûts d'acquisition de participations pour un montant de 2,0 millions d'euros.

16. Impôt sur les résultats

La charge nette d'impôts hors CVAE est comptabilisée sur la base de l'estimation faite par le management du taux d'imposition annuel moyen pour l'exercice complet. Le taux d'imposition annuel moyen estimé pour l'exercice à clore le 30 septembre 2017 et utilisé pour les 6 mois clos le 31 mars 2017 est de 35%. Le taux d'imposition utilisé pour les 6 mois clos le 31 mars 2016 était de 27 %.

Cette augmentation du taux annuel estimé hors CVAE s'explique par la prise en compte dans la charge d'impôt du semestre clos le 31 mars 2017 de l'impact estimé de l'ajustement par le compte de résultat de la valeur des impôts différés à long terme des sociétés françaises du Groupe pour tenir compte de l'application du nouveau taux d'impôt sur les sociétés de 28,72% qui s'appliquera en France à compter de l'exercice clos le 30 septembre 2021. La charge d'impôt non récurrente enregistrée à ce titre s'élève à 6,7 millions d'euros au 31 mars 2017.

La CVAE est provisionnée à hauteur de 50% de la charge annuelle estimée. La charge provisionnée pour les 6 mois clos le 31 mars 2017 s'élève à 14,1 millions d'euros (14,5 millions d'euros pour les 6 mois clos le 31 mars 2016.).

17. Dividendes

Le dividende de 72,5 millions d'euros correspondant à 0,42 euro par action et portant sur les résultats de l'exercice clos le 30 septembre 2016 tel que voté par l'assemblée générale annuelle du 10 mars 2017 a été mis en paiement le 12 avril 2017. Il figure au passif du bilan dans les autres passifs courants dans le bilan au 31 mars 2017.

Le dividende de 55,1 millions d'euros correspondant à 0,32 euro par action et portant sur les résultats de l'exercice clos le 30 septembre 2015 tel que voté par l'assemblée générale annuelle du 11 mars 2016 a été mis en paiement le 13 avril 2016. Il figure au passif du bilan dans les autres passifs courants dans le bilan au 31 mars 2016.

18. Goodwill

Les goodwills nets regroupant les Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillés comme suit :

(En millions d'euros)	Au 31 mars 2017 Non audité	Au 30 septembre 2016 Audité	Au 31 mars 2016 Non audité
Elior Entreprises	578,3	574,7	574,7
Autres France (Enseignement, Santé et Services)	498,7	498,7	498,7
Opérations France	1 077,0	1 073,4	1 073,4
Opérations International	770,8	742,6	677,4
restauration collective et services	1 847,8	1 816,0	1 750,8
Opérations France	422,9	453,6	422,9
Autres pays	86,4	86,7	86,7
France, Europe du Nord et Italie	509,3	540,3	509,6
Péninsule ibérique et Amériques	185,7	185,7	185,2
restauration de concession Areas	695,0	726,0	694,8
Total Groupe	2 542,8	2 542,0	2 445,6

Aucune perte de valeur relative aux goodwills n'a été comptabilisée pour les deux périodes intermédiaires présentées.

L'augmentation du goodwill au 31 mars 2017 comparativement au 30 septembre 2016 correspond principalement au goodwill dégagé lors des acquisitions des sociétés Hospes (Restauration Collective Italie) par Elior Ristorazione, Hostesa (Restauration Collective Espagne) par Serunion et de Abigaïl Kirsch et Corporate Chefs par Elior North America. L'entrée des sociétés Waterfall (Restauration UK) et Areas Restauration Services (Concessions France) au cours de l'exercice précédent a donné lieu à une affectation encore provisoire du prix d'acquisition à des immobilisations incorporelles identifiables marque commerciale, relations clients et droits à concessions notamment.

L'augmentation du goodwill au 31 mars 2016 comparativement au 30 septembre 2015 correspond principalement au goodwill dégagé lors des acquisitions des sociétés Starr Restaurant Catering Group, Cura et ABL par Elior North America. L'entrée de Starr Restaurant Catering Group a donné lieu à une affectation provisoire du prix d'acquisition à des immobilisations incorporelles identifiables, relations clients notamment. Les travaux d'évaluation externe visant à affecter le prix d'acquisition des sociétés Cura et ABL à des actifs identifiables sont actuellement en cours de réalisation.

19. Analyse des immobilisations incorporelles

(En millions d'euros)	Au 30 septembre 2016 Audité	Augmentation	Diminution	Autres variations (2)	Au 31 mars 2017 Non audité
Droits à concession	193,2	6,7	(0,6)	38,4	237,8
Actifs exploités en concession (1)	37,0	0,0	0,0	(0,0)	37,0
Marques	42,5	0,2	(0,1)	8,9	51,5
Logiciels	118,7	4,0	(0,3)	4,7	127,1
Immobilisations incorporelles en cours	23,1	17,8	(0,1)	0,3	41,0
Autres	210,1	0,2	(0,0)	15,7	226,0
Immobilisations incorporelles brutes	624,6	28,8	(1,2)	68,1	720,4
Droits à concession	(60,3)	(7,7)	0,3	(0,9)	(68,6)
Actifs exploités en concession (1)	(36,9)	0,0	0,0	(0,0)	(37,0)
Marques	(15,8)	(2,6)	0,0	(2,0)	(20,4)
Logiciels	(84,6)	(6,1)	0,3	(0,2)	(90,5)
Autres	(48,1)	(7,9)	0,0	0,7	(55,2)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(245,8)	(24,3)	0,6	(2,4)	(271,8)
Valeur nette des immobilisations incorporelles	378,8	4,6	(0,5)	65,7	448,6

- (1) Actifs issus du retraitement des locations financières tripartites relatives aux équipements de cuisines centrales en Enseignement.
- (2) Les « Autres variations » résultent essentiellement des affectations de goodwills intervenues au titre des entrées de périmètre des sociétés Waterfall et Areas Restauration Services acquises au second semestre de l'exercice précédent à hauteur de 44,8 millions d'euros (marque, relations clients et droits à concession) ainsi que de l'impact de la variation du taux de change aux Etats-Unis et au Royaume Uni.

(En millions d'euros)	Au 30 septembre 20 15 Audité	Augmentation	Diminution	Autres variations (2)	Au 31 mars 2016 Non audité
Droits à concession	176,9	8,7	(0,7)	1,0	185,9
Actifs exploités en concession (1)	37,0	0,0	0,0	(0,0)	37,0
Marques	38,9	0,1	(0,0)	3,9	42,8
Logiciels	107,5	3,3	(0,2)	2,1	112,7
Immobilisations incorporelles en cours	17,5	13,7	(0,0)	(7,0)	24,2
Autres	133,5	1,0	(0,2)	1,8	136,1
Immobilisations incorporelles brutes	511,2	26,8	(1,1)	1,9	538,7
Droits à concession	(49,2)	(8,0)	0,6	0,9	(55,6)
Actifs exploités en concession (1)	(36,9)	0,0	0,0	(0,0)	(36,9)
Marques	(12,2)	(0,7)	0,0	(0,4)	(13,3)
Logiciels	(82,6)	(4,9)	0,2	0,5	(86,8)
Autres	(36,3)	(5,9)	0,2	0,6	(41,4)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(217,2)	(19,5)	1,0	1,6	(234,0)
Valeur nette des immobilisations incorporelles	294,0	7,3	(0,1)	3,5	304,7

(1) Actifs issus du retraitement des locations financières tripartites relatives aux équipements de cuisines centrales en Enseignement.

(2) Les autres variations concernent essentiellement des écarts de conversion en relation avec la variation du taux du cours du \$ et de la £ contre l'euro.

20. Immobilisations corporelles

(En millions d'euros)	Au 30 septembre 2016 Audité	Augmentation	Diminution	Autres variations (1)	Au 31 mars 2017 Non audité
Terrains	5,5	0,0	0,0	0,2	5,7
Constructions	168,4	4,1	(11,9)	3,8	164,4
Installations techniques	806,3	38,4	(17,8)	(9,4)	817,5
Autres immobilisations corporelles	532,5	37,2	(27,0)	40,7	583,4
Immobilisations corporelles en cours	27,9	15,5	(0,9)	(14,5)	28,0
Avances et acomptes sur immobilisations	6,0	0,7	(0,1)	(3,9)	2,8
Immobilisations corporelles brutes	1 546,5	96,0	(57,7)	17,0	1 601,9
Constructions	(91,6)	(10,3)	12,4	1,8	(87,8)
Installations techniques	(557,6)	(40,5)	18,5	9,9	(569,7)
Autres immobilisations corporelles	(322,5)	(25,8)	26,3	(20,5)	(342,5)
Amortissements des immobilisations corporelles	(971,7)	(76,6)	57,2	(8,9)	(1 000,1)
Valeur nette des immobilisations corporelles	574,8	19,4	(0,5)	8,2	601,8

(1) Les « Autres variations » correspondent essentiellement aux entrées de périmètre Abigail Kirsch, Hospes, Hostesa et Corporate Chefs.

(En millions d'euros)	Au 30 septembre 2015 Audité	Augmentation	Diminution	Autres variations	Au 31 mars 2016 Non audité
Terrains	3,8	0,0	(0,0)	0,0	3,8
Constructions	163,6	0,9	(23,0)	4,4	145,9
Installations techniques	785,5	29,6	(39,3)	(5,8)	770,1
Autres immobilisations corporelles	519,6	17,6	(55,3)	(11,8)	470,2
Immobilisations corporelles en cours	22,1	11,4	(0,5)	(14,0)	19,0
Avances et acomptes sur immobilisations	1,4	1,3	(0,0)	(0,6)	2,1
Immobilisations corporelles brutes	1 496,0	60,9	(118,1)	(27,8)	1 411,2
Constructions	(97,0)	(4,5)	21,6	(0,7)	(80,6)
Installations techniques	(541,2)	(37,8)	37,3	5,6	(536,1)
Autres immobilisations corporelles	(347,3)	(26,1)	54,1	13,7	(305,6)
Amortissements des immobilisations corporelles	(985,6)	(68,4)	113,0	18,6	(922,4)
Valeur nette des immobilisations corporelles	510,5	(7,5)	(5,0)	(9,2)	488,8

21. Dettes financières et charges financières nettes

21.1 Dettes financières

La valeur comptable et la valeur de remboursement, cette dernière étant égale à la valeur de marché, de la dette financière du Groupe sont détaillées comme suit :

(En millions d'euros)	Devise d'émission	Au 31 mars 2017 Non audité		Au 30 septembre 2016 Audité	
		Montant au coût amorti (1)	Montant en valeur de remboursement	Montant au coût amorti (2)	Montant en valeur de remboursement
Découverts bancaires	€	0,9	0,9	2,6	2,6
Autres dettes financières (y inclus portion courante des engagements de crédit bail et locations financières)	€ / \$	16,5	16,5	8,9	8,9
Sous-total des dettes financières courantes		17,4	17,4	11,5	11,5
Dettes bancaires syndiquées	€ / \$	1 605,1	1 620,3	1 506,7	1 524,3
Autres dettes moyen et long terme	€	93,9	93,9	89,0	89,0
Titrisation de créances commerciales et affacturage	€	275,8	277,2	220,2	221,4
Autres dettes financières (y inclus engagements de crédit bail et locations financières)	€	27,0	27,0	30,1	30,1
Sous-total des dettes financières non courantes		2 001,9	2 018,5	1 846,0	1 864,7
Total dettes financières		2 019,3	2 035,9	1 857,4	1 876,2

(1) Le coût amorti de la dette bancaire est établi après prise en compte des commissions bancaires non amorties pour un montant net de 16,6 millions € au 31 mars 2017.

(2) Le coût amorti de la dette bancaire est établi après prise en compte des commissions bancaires non amorties pour un montant net de 18,7 millions € au 30 septembre 2016.

(En millions d'euros)	Devise d'émission	Au 31 mars 2016 Non audité		Au 30 septembre 2015 Audité	
		Montant au coût amorti (2)	Montant en valeur de remboursement	Montant au coût amorti (1)	Montant en valeur de remboursement
Découverts bancaires	€ / \$	26,8	26,8	2,3	2,3
Autres dettes financières (y inclus portion courante des engagements de crédit bail et locations financières)	€	75,9	75,9	121,3	121,3
Sous-total des dettes financières courantes		102,7	102,7	123,5	123,5
Dettes bancaires syndiquées	€ / \$	1 114,5	1 130,7	1 113,4	1 128,9
Autres dettes moyen et long terme (3) (4)	€	263,1	265,4	224,9	227,5
Titrisation de créances commerciales et affacturage	€	247,5	248,6	178,2	179,6
Autres dettes financières (y inclus engagements de crédit bail)	€	14,0	14,0	13,9	13,9
Sous-total des dettes financières non courantes		1 639,0	1 658,7	1 530,4	1 550,0
Total dettes financières		1 741,7	1 761,4	1 654,0	1 673,5

(1) Le coût amorti de la dette bancaire est établi après prise en compte des commissions bancaires liées au refinancement de la dette du Groupe (Amend & Extend) et du refinancement de la dette d'acquisition d'Elior North America pour un montant net de 19,5 millions d'euros au 30 septembre 2015. Ce montant tient compte des commissions bancaires payées lors de l'Amend & Extend de décembre 2014 et de l'amortissement accéléré suite au refinancement de la dette d'Elior North America intervenus en mai 2015.

(2) Le coût amorti de la dette bancaire est établi après prise en compte des commissions bancaires liées au refinancement de la dette du Groupe (Amend & Extend) et du refinancement de la dette d'acquisition d'Elior North America pour un montant net de 18,8 millions d'euros au 30 septembre 2016.

(3) Au 30 septembre 2015, il s'agit de la dette vis à vis de la société Elior Finance & Co, suite à l'émission par cette société d'un emprunt obligataire d'un montant de 227,5 millions d'euros au taux fixe de 6,5% et à échéance en Mai 2020 dont le produit a été prêté à Elior Group aux mêmes conditions. Cette dette a été remboursée par anticipation au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016.

(4) Au 30 septembre 2016, il s'agit de la dette de placement privé USD de 100 M\$.

Les dettes consolidées d'Elior Group au 31 mars 2017 comprennent :

Une dette syndiquée à taux variable sur base Euribor plus marge, dont l'encours au 31 mars 2017 est :

- pour Elior Group SA,
 - une dette bancaire senior d'un montant total au 31 mars 2017 de 200,0 millions d'euros amortissable en janvier 2021 pour 168 millions d'euros et en décembre 2022 pour 32 millions d'euros. Le coût de cette dette est indexé sur l'Euribor avec une marge standard de 1,65% pour la tranche à échéance 2021 et 2,75% pour la tranche à échéance 2022 ;
 - une dette obligataire en \$ provenant d'un placement privé réalisé en mai 2015 (6^{ème} amendement du SFA) lors du refinancement de la dette initiale d'acquisition de Elior North America pour un montant de 100 millions \$ au 31 mars 2017 et amortissable en mai 2022. Le coût de cette dette est indexé sur le taux Libor US 6 mois avec une marge standard de 2,15% ;
 - une dette bancaire senior d'un montant total au 31 mars 2017 de 234,0 millions d'euros amortissable en janvier 2023 pour 50 millions d'euros et en mai 2023 pour 184 millions d'euros. Le coût de cette dette est indexé sur l'Euribor avec une marge standard de 2,50% ;
- pour Elior Participations SCA,
 - une dette bancaire senior en € d'un montant total au 31 mars 2017 de 750,0 millions d'euros amortissable en janvier 2021 pour 632 million d'euros et décembre 2022 pour 118 millions d'euros. Le coût de cette dette bancaire est indexé sur l'Euribor, avec une marge standard de 1,65% pour la tranche à échéance 2021 et 2,75% pour la tranche à échéance 2022. S'y ajoute une ligne de crédit revolving de 300,0 millions d'euros (utilisable par Elior Participations ou par Elior Group) à taux variable Euribor plus une marge standard de 1,25% à échéance en janvier 2021. En cas de non utilisation,

elle fait l'objet d'une commission de confirmation qui est une fraction de cette marge. Au 31 mars 2017, cette ligne était utilisée par Elior Participations pour un montant de 110,0 millions d'euros ;

- une dette bancaire senior en \$ émise dans le cadre du SFA et tirée en mai 2015 pour 50 millions \$ (6^{ème} amendement) puis en juin 2015 (7^{ème} amendement) pour 50 millions \$ lors du refinancement de la dette initiale d'acquisition de Elior North America puis en juin 2016 (8^{ème} amendement) pour 244 millions \$ pour un montant total de 344 millions \$ au 31 mars 2017 et amortissable en mai 2020 pour 100 millions \$ et en juin 2021 pour 244 millions \$. Le coût de cette dette est indexé sur le taux Libor US avec une marge standard de 1,70%. S'y ajoute une ligne de crédit revolving de 250 millions \$ (utilisable par Elior Participations ou par Elior Group) à taux variable Libor plus une marge standard de 1,30%, à échéance en mai 2020. En cas de non utilisation, elle fait l'objet d'une commission de confirmation qui est une fraction de cette marge. Au 31 mars 2017, cette ligne était utilisée par Elior Participations pour un montant de 5,0 millions \$.

Une dette résultant du programme de titrisation de créances commerciales, dont l'encours - net du dépôt de surdimensionnement d'un montant de 77,5 millions d'euros - s'élève à 275,3 millions d'euros au 31 mars 2017. Ce programme de titrisation de créances commerciales a été mis en place à la fin de l'année 2006 pour une durée de 5 ans et reconduit jusqu'à juin 2018. Le plafond de ce programme (net de l'équivalent d'un dépôt de garantie) est de 300 millions d'euros et inclut désormais les créances des filiales espagnoles, italiennes et anglaises d'Elior Group. Son coût, sur la base des encours nets, est de l'ordre de 1,5%.

Les dettes consolidées d'Elior Group au 31 mars 2016 comprennent :

Une dette syndiquée à taux variable sur base Euribor plus marge, dont l'encours au 31 mars 2016 est :

– pour Elior Group SA,

- une dette bancaire senior d'un montant total au 31 mars 2016 de 200,0 millions € amortissable en janvier 2021 pour 168 millions € et en décembre 2022 pour 32 millions €. Le coût de cette dette est indexé sur l'Euribor avec une marge standard de 1,65% pour la tranche à échéance 2021 et 2,75% pour la tranche à échéance 2022 ;
- une dette obligataire en \$ provenant d'un placement privé réalisé en mai 2015 (6^{ème} amendement du SFA) lors du refinancement de la dette initial d'acquisition de Elior North America pour un montant de 100 millions \$ au 31 mars 2016 et amortissable en mai 2022. Le coût de cette dette est indexé sur le taux Libor US 6 mois avec une marge standard de 2,15% ;
- une dette pour un montant total de 177,5 millions € (suite au remboursement partiel anticipé de 50 millions € intervenu le 9 février 2016) au taux fixe de 6,5% et venant à échéance en Mai 2020, représentant l'emprunt obligataire émis par la société Elior Finance & Co sur la Bourse de Luxembourg en avril 2013 et qui a été prêtée par cette dernière à Elior aux mêmes conditions

– pour Elior Participations SCA,

- une dette bancaire senior d'un montant total au 31 mars 2016 de 750,0 millions € amortissable en janvier 2021 pour 632 million € et décembre 2022 pour 118 millions €. Le coût de cette dette bancaire est indexé sur l'Euribor, avec une marge standard de 1,65% pour la tranche à échéance 2021 et 2,75% pour la tranche à échéance 2022. S'y ajoute une ligne de crédit revolving de 300,0 millions € (utilisable par Elior

Participations ou par Elior Group) à taux variable Euribor plus une marge standard de 1,25% à échéance en janvier 2021. En cas de non utilisation, elle fait l'objet d'une commission de confirmation qui est une fraction de cette marge. Au 31 mars 2016, cette ligne était utilisée par Elior Participations pour un montant de 20,0 millions € ;

- une dette bancaire senior en \$ émise dans le cadre du SFA et tirée en mai 2015 pour 50 millions \$ (6^{ème} amendement) puis en juin 2015 (7^{ème} amendement) pour 50 millions \$ lors du refinancement de la dette initiale d'acquisition de Elior North America pour un montant total de 100 millions \$ au 31 mars 2016 et amortissable en mai 2020. Le coût de cette dette est indexé sur le taux Libor US avec une marge standard de 1,70%. S'y ajoute une ligne de crédit revolving de 250 millions \$ (utilisable par Elior Participations ou par Elior Group) à taux variable Libor plus une marge standard de 1,30%, à échéance en mai 2020. En cas de non utilisation, elle fait l'objet d'une commission de confirmation qui est une fraction de cette marge. Au 31 mars 2016, cette ligne était utilisée par Elior Participations pour un montant de 26,0 millions \$;

Une dette résultant du programme de titrisation de créances commerciales, dont l'encours - net du dépôt de surdimensionnement d'un montant de 90,5 millions € - s'élève à 247,9 millions € au 31 mars 2016. Ce programme de titrisation de créances commerciales a été mis en place à la fin de l'année 2006 pour une durée de 5 ans et reconduit jusqu'à juin 2018. Le plafond de ce programme (net de l'équivalent d'un dépôt de garantie) est de 300 millions € et inclut désormais les créances des filiales espagnoles et italiennes d'Elior. Son coût, sur la base des encours nets, est de l'ordre de 1,5%.

L'échéancier de l'endettement du Groupe est présenté ci-dessous :

(En millions d'euros)	Devise d'émission	Au 31 mars 2017 Non audité		Au 30 septembre 2016 Audité	
		Dettes courantes	Dettes non courantes	Dettes courantes	Dettes non courantes
Dettes bancaires					
Emprunts moyen terme - Elixir Group SA	€	-	434,9	-	434,0
Emprunts moyen terme - Elixir Participations et Elixir North America	€ / \$	-	1 187,7	-	1 090,3
Autres dettes bancaires moyen et long terme	€	-	0,6	-	0,6
Sous-total dettes bancaires		-	1 623,2	-	1 525,0
Autres dettes					
Emprunt obligataire Elixir Group (placement privé)	\$	-	93,9	-	89,0
Crédit-bail et location financière	€	13,7	25,2	7,0	29,1
Emprunts et dettes financières diverses (1)	€	(0,0)	276,2		221,7
Découverts bancaires (2)	€	0,9	-	2,6	-
Comptes courants (2)	€	0,8	-	0,2	-
Intérêts courus sur emprunts (2)	€ / \$	2,0	-	1,7	-
Sous-total autres dettes		17,4	395,3	11,5	339,8
Total dettes financières		17,4	2 018,5	11,5	1 864,7

(1) Y inclus dette résultant du programme de titrisation de créances commerciales (voir note 21.1).

(2) Dette considérée comme un passif de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie.

21.2 Charges financières nettes

Le résultat financier de la période de 6 mois close le 31 mars 2017 fait apparaître une charge nette de 25,2 millions d'euros, contre 31,1 millions d'euros pour la période de 6 mois close le 31 mars 2016, analysée comme suit :

(En millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars 2017 Non audité	Semestre clos le 31 mars 2016 Non audité
Charge d'intérêt sur endettement financier	(25,0)	(27,2)
Produits d'intérêt sur placements court terme	2,1	1,6
Autres charges et produits financiers (1)	(1,9)	(4,4)
Actualisation des engagements postérieurs à l'emploi	(0,5)	(0,9)
Charges et produits financiers nets	(25,2)	(31,1)

(1) Dont :

- Mise à la juste valeur par résultat des instruments de couverture de taux	0,0	(0,3)
- Résultat de cession et mouvement sur provision pour dépréciation sur titres non consolidés	(0,3)	(0,2)
- Amortissement des frais d'émission des emprunts	(2,3)	(2,4)
- Pénalités de remboursement anticipé du Bond Elior Finance SCA 6,5% mai 2020	0,0	(3,1)
- Gain / perte de change net(te)	0,7	1,6

Les charges financières nettes du Groupe ont diminué principalement du fait (i) de la baisse des intérêts financiers payés notamment en raison du refinancement de la dette bancaire intervenu en janvier 2016 puis du remboursement anticipé complet de l'emprunt obligataire Elior Finance SCA 6,5% mai 2020 et (ii) du paiement non récurrent, sur l'exercice précédent, des pénalités de remboursement relatifs à ce même emprunt.

22. Provisions courantes et non courantes

Ce poste se décompose de la manière suivante :

(En millions d'euros)	Au 31 mars 2017 Non audité	Au 30 septembre 2016 Audité
Risques commerciaux	2,5	2,8
Provision pour litiges fiscaux et sociaux	25,8	26,5
Provision pour réorganisation	1,5	1,2
Engagements liés au personnel	11,3	11,2
Autres provisions	10,4	8,4
Provisions courantes	51,6	50,1
Engagements liés au personnel	116,1	113,0
Non-renouvellement des concessions	9,4	8,8
Autres provisions	14,4	17,8
Provisions non courantes	139,9	139,5
Total	191,5	189,6

(En millions d'euros)	Au 31 mars 2016 Non audité	Au 30 septembre 2015 Audité
Risques commerciaux	2,5	3,3
Provision pour litiges fiscaux et sociaux	27,4	28,7
Provision pour réorganisation	1,9	3,6
Engagements liés au personnel	11,1	11,1
Autres provisions	9,3	12,5
Provisions courantes	52,2	59,2
Engagements liés au personnel	101,0	101,8
Non-renouvellement des concessions	9,6	9,4
Autres provisions	11,8	13,0
Provisions non courantes	122,4	124,1
Total	174,6	183,3

23. Transactions avec les parties liées

Néant

24. Résultat net des activités abandonnées

Au 31 mars 2017, les actifs détenus en vue de la vente enregistrés au bilan consolidé du Groupe concernent essentiellement des activités non stratégiques opérées par Areas Europe du Nord.

Le résultat net des activités détenues en vue de la vente, après élimination des opérations intragroupe, est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

Il inclut le résultat net d'impôts de la période jusqu'à la date de leur cession, ainsi que le résultat de la cession. Pour le semestre clos le 31 mars 2017 en cours

ces activités ont réalisé un chiffre d'affaires de 23,4 millions d'euros et une perte nette de 0,9 millions d'euros. Cette perte nette inclut une plus-value dégagée de 2,4 millions d'euros lors du transfert au Groupe Ducasse de 60% des activités musées opérées en France. Les 40% encore détenus par le Groupe Elior ont été maintenus au bilan consolidé en actifs et passifs détenus en vue de la vente.

Pour la période comparative de l'exercice précédent présentée au 31 mars 2016, ces activités ont réalisé un chiffre d'affaires de 24,0 millions d'euros et une perte nette de 3,5 millions d'euros.

25. Événements postérieurs à la clôture du 31 mars 2017

Elior Group a annoncé le 4 avril 2017 l'acquisition, via sa filiale américaine Elior North America, de Lancer Hospitality, société américaine basée dans le Minnesota. Lancer Hospitality gère la restauration collective de sites culturels, de parcs d'attractions, de centres d'affaires, d'établissements scolaires et d'établissements de santé. La société a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 70 millions de dollars au cours de l'exercice financier clos en 2016.

En date du 4 avril 2017, Elior Group a convenu avec ses banques d'une extension d'une année de l'échéance de remboursement pour la quasi-totalité des montants empruntés au titre des lignes de dettes syndiquées en euros et en dollars telles que décrites au paragraphe 21.1 ci-avant. Les nouvelles échéances des différentes lignes renégociées s'échelonnent désormais entre mai 2021 et mai 2023.

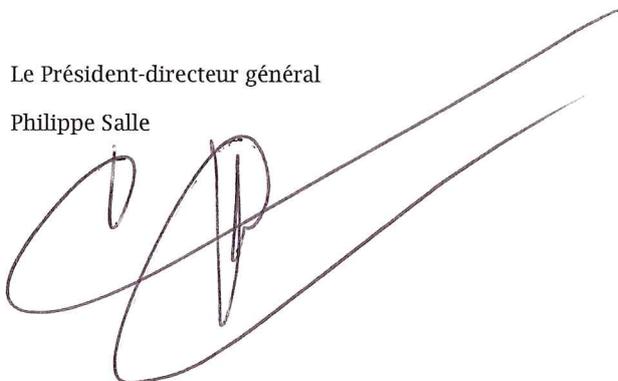
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le premier semestre de l'exercice 2016-2017 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle et sincère du patrimoine, de la situation financière et du résultat d'Elior Group et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. Le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 31 mai 2017

Le Président-directeur général

Philippe Salle

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT
63 rue Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

Elior Group SA

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er octobre 2016 au 31 mars 2017
Elior Group SA
9-11, Allée de l'Arche - 92032 Paris la Défense
Ce rapport contient 34 pages
Référence : FC-172-085



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT
63 rue Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

Elior Group SA

Siège social : 9-11, Allée de l'Arche - 92032 Paris la Défense
Capital social : €1 727 418

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er octobre 2016 au 31 mars 2017

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Elior Group, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2016 au 31 mars 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

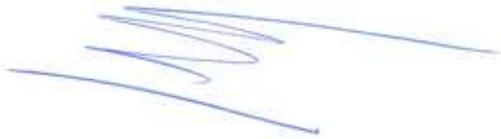
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 30 mai 2017

KPMG Audit IS

PricewaterhouseCoopers Audit



François Caubrière
Associé



Anne-Laure Julienne
Associée



Eric Bertier
Associé